

**Le vice-consul
général du Maroc
à Oran déclaré
persona non grata**
P.3

Iftar	
Oran	19h25
Alger	19h11
Constantine	18h58
Imsak	
Oran	05h16
Alger	04h59
Constantine	04h46

BOYCOTT DE LA REMISE DES NOTES **Sanctions annoncées contre des enseignants**

Lire l'article de M. Aziza page 4



Boualem Sansal condamné à cinq ans de prison

Lire l'article de A. Z. page 3

TINDOUF Quatre morts et 2 blessés dans une collision P.4



ALORS QUE LES MASSACRES
SE POURSUIVENT À GHAZA

L'armée sioniste bombarde Beyrouth

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

Alors que les massacres
se poursuivent à Ghaza
**L'armée sioniste
bombarde Beyrouth**

Vendredi, 539^e jour de l'agression sioniste à Ghaza, l'armée génocidaire poursuit ses massacres contre la population civile de l'enclave assiégée. Le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 50.251 martyrs et 114.025 blessés, a indiqué, hier, le ministère de la Santé de Ghaza dans son rapport statistique quotidien. Le document indique que le nombre de victimes des précédentes 24 heures (jeudi) a atteint 43 martyrs et 115 blessés.

Mohamed Mehdi

Le ministère ajoute que le bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le mardi 18 mars 2025, est de 896 martyrs et 1.984 blessés. Les mass acres de l'armée d'occupation sioniste à Ghaza se poursuivent. Dans la nuit de jeudi à vendredi, un bombardement contre une maison dans le quartier Al-Zaytoun, de la ville de Ghaza, a fait au moins 14 martyrs et plusieurs blessés, a rapporté un correspondant d'Al Jazeera. Les bombardements se sont poursuivis dans la journée de vendredi sur Beit Lahia et Jabaliya au nord, et al-Mawasi (Khan Younes) au sud. Jusqu'aux environs de 15h (localement), le bilan des martyrs de ces attaques était de 22 martyrs.

PAM : 90% DE LA POPULATION DE GHAZA SOUFFRE D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le directeur du Programme alimentaire mondial des Nations unies en Palestine a déclaré, hier, à Al Jazeera, que «plus de 90 % de la population de la bande de Ghaza souffre d'insécurité alimentaire». «Nous disposons d'une certaine aide, mais de très faible qualité», a-t-il ajouté, expliquant que le plus gros problème à Ghaza «est le manque de gaz de cuisine», appelant à «l'ouverture des points de passage».

En outre, dans un communiqué rendu public jeudi, le PAM déclare que «des centaines de milliers de personnes à Ghaza sont à nouveau menacées de faim et de malnutrition sévères», que «les stocks humanitaires s'amenuisent» et que «l'intensification de l'activité militaire à Ghaza perturbe gravement les opérations d'aide alimentaire et met chaque jour en danger la vie des travailleurs humanitaires». «Le PAM et ses partenaires du secteur de la sécurité alimentaire sont dans l'impossibilité d'acheminer de nouvelles denrées alimentaires à Ghaza depuis plus de trois semaines. La fermeture des postes frontières bloque l'entrée de toute marchandise, qu'elle soit humanitaire ou commerciale», ajoute le communiqué, précisant que l'organisation «dispose d'environ 5700 tonnes de stocks alimentaires à Ghaza, soit suffisamment pour soutenir ses opérations pendant deux semaines maximum».

Pour sa part, Jens Laerke, porte-parole de l'agence humanitaire de l'OCHA, à Genève, affirme que «les actes de guerre à Ghaza portent la marque d'atrocités criminelles». «Il existe un mépris flagrant pour la vie et la dignité humaines. Les actes de guerre que nous observons portent la marque d'atrocités criminelles», a déclaré

Jens Laerke, ajoutant que «les hôpitaux sont à nouveau des champs de bataille». «Des patients tués dans leur lit. Des ambulances ont été la cible de tirs et des secouristes ont été tués. Des centaines d'enfants et d'autres civils ont été tués lors de frappes aériennes israéliennes», a-t-il poursuivi.

«Nous sommes revenus au point où nous en étions auparavant, mais cette fois, c'est pire en raison de l'interruption totale de l'approvisionnement. Rien ne saurait justifier la punition collective du peuple palestinien. Le droit international est clair... pourtant, les alertes que nous lançons, rapport après rapport, révèlent un manque total de respect pour les principes les plus fondamentaux de l'humanité», affirme encore Jens Laerke.

Vendredi, Israël a bombardé Beyrouth pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu (plusieurs fois transgressé par les sionistes) en novembre dernier. L'attaque a eu lieu dans la banlieue sud de la capitale libanaise dans un communiqué, l'armée libanaise a confirmé que «l'ennemi israélien a intensifié ses attaques contre le Liban sous prétexte que deux missiles ont été lancés depuis le territoire libanais», annonçant qu'une enquête a été ouverte.

«Nous avons pu déterminer le site de lancement des missiles dans la région de Qaqiat al-Jsir, au nord du fleuve Litani, et nous avons commencé l'enquête. L'ennemi israélien a pris pour cible des zones du sud et de Beyrouth, en violation de l'accord de cessez-le-feu. Nous continuons de prendre les mesures nécessaires et de suivre l'évolution de la situation à la frontière sud dans le but de contrôler la situation», ajoute l'armée libanaise.

Le président libanais, Joseph Aoun, a, pour sa part, qualifié les dernières attaques israéliennes contre le sud Beyrouth de «tentative malveillante de replonger le Liban dans le cercle vicieux de la violence».

Le Hezbollah a nié toute responsabilité dans «le tir des deux missiles vers le nord de la Palestine occupée», soulignant son engagement envers l'accord de cessez-le-feu conclu en novembre 2024, rapporte Al Jazeera. Le parti considère que ces incidents s'inscrivent dans un contexte de «fabrication de prétextes suspects pour la poursuite de l'agression contre le Liban».

Selon un «haut dirigeant du Hezbollah», cité par Al Jazeera, «il est surprenant qu'Israël n'ait pas réussi à détecter des missiles primitifs lancés à partir de plateformes en bois», alors que «l'ennemi surveille chaque mouvement dans le sud du Liban». Les bombardements sionistes se sont poursuivis sur le sud Liban faisant au moins 2 martyrs et plusieurs blessés.



ANALYSE

Mustapha Aggoun

Il est des blessures qui ne guérissent jamais, des douleurs qui se répètent à l'infini, comme si l'Histoire n'était qu'un cercle vicieux, un théâtre où les mêmes acteurs, sous d'autres visages, rejouent inlassablement la même tragédie.

La division est l'une de ces armes silencieuses, insidieuses, qui ne demandent ni chars, ni avions, ni armées d'occupation. Un simple souffle de propagande, quelques valises d'argent distribuées aux bonnes personnes, et le mal est fait. L'ennemi n'a plus besoin de frapper, il lui suffit de regarder la cible s'autodétruire. Il sait que rien ne saigne autant qu'un peuple qui s'entre-déchire. Rien ne brûle plus sûrement qu'un feu allumé dans la maison de l'adversaire, avec son propre bois. L'Algérie a connu cette perfidie lorsqu'elle était encore sous le joug colonial, avec ces «bouchkaras» qui, pour une maigre récompense, vendaient leurs frères, trahissaient la lutte, guidaient l'ennemi vers ceux qui refusaient la soumission. À l'époque, la France n'avait pas besoin d'envoyer plus de soldats, elle achetait des consciences et laissait le venin agir. Aujourd'hui, c'est cette même stratégie qui se déploie en Palestine. Là-bas, l'ennemi sioniste ne se contente pas d'envahir les terres et de massacrer les innocents ; il a compris que la meilleure façon de neutraliser une résistance n'est pas de l'attaquer frontalement, mais de lui créer une contre-résistance issue de son propre peuple. Il s'agit d'installer le doute, d'introduire la méfiance, d'éroder la solidarité en jouant sur les intérêts, sur la peur, sur la lassitude d'un combat trop long et trop coûteux. L'argent des Émirats coule à flots, non pas pour reconstruire Gaza, non pas pour renforcer la dignité d'un peuple écrasé sous les bombes, mais pour alimenter la fracture, pour payer ceux qui se retourneront contre leurs frères, pour fabriquer des traitres avec de la misère et du désespoir. La collaboration sécuritaire avec l'Autorité Palestinienne devient alors une arme redoutable, un outil qui transforme certains Palestiniens en auxiliaires de l'occupant. L'Histoire se répète, comme elle

L'autodestruction...

s'est répétée ailleurs, au Soudan, en Libye, au Yémen, dans chaque nation où l'ennemi ex-

térieur n'a eu qu'à exploiter les fractures internes pour assurer sa domination. Mais ce qui se passe en Palestine est d'une gravité singulière, car ici, il ne s'agit pas seulement d'une lutte pour le pouvoir, mais d'un combat existentiel, d'une lutte où la division ne fait pas que retarder la victoire : elle empêche l'existence même d'une cause commune. Les Palestiniens ont résisté à tout, aux massacres, aux sièges, aux destructions massives, mais ce poison-là, celui de la division, est le plus sournois. Car il attaque non pas les corps, mais les âmes, non pas les maisons, mais l'unité. Il fait douter, il sème la discorde, il pousse certains à penser que la vraie menace n'est plus l'occupant, mais le voisin, le frère, le compagnon d'hier devenu l'ennemi d'aujourd'hui. Et lorsque ce processus atteint un certain point, lorsque la propagande a fait son œuvre et que la haine a remplacé l'espoir, alors l'ennemi n'a plus besoin d'intervenir : le peuple s'autodétruit. Ce n'est plus une guerre de libération, c'est un conflit fratricide, une tragédie où le bourreau observe, satisfait, pendant que les victimes s'entre-tuent. Israël a tiré les leçons de l'Histoire, il sait qu'un peuple uni est un peuple invincible. Il sait que tant que les Palestiniens auront un front commun, il devra lutter. Mais si la résistance se divise, si les factions s'opposent, alors la victoire de l'occupant est assurée. L'Algérie a connu ces pièges, elle les a surmontés dans la douleur, et aujourd'hui, elle regarde la Palestine avec cette conscience aiguë du danger. Elle sait qu'il n'y a pas de plus grande trahison que celle qui vient de l'intérieur, pas de plus grande menace que celle qui se drape dans des discours de «réalisme» et de «compromis» pour mieux étouffer la révolte. Mais il n'y a pas de fatalité. Les peuples qui prennent conscience du poison que les ronges peuvent encore arracher la flèche de la discorde avant qu'elle ne devienne mortelle. Il est encore temps, mais le temps presse, et chaque jour qui passe rend la blessure plus profonde.

**Sonatrach
Hachichi reçoit le SG du Forum des pays
exportateurs de gaz**

Le président-directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, jeudi à Alger, le Secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel, indique un communiqué du groupe.

Lors de la rencontre qui s'est tenue au siège de la direction générale de Sonatrach, les deux parties ont discuté des moyens de développer les mécanismes de coopération, notamment la coordination sur les questions stratégiques inscrites à l'ordre du

jour du Forum des pays exportateurs de gaz, dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre des conclusions du 7e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement, tenu en mars 2024 à Alger, précise la même source.

Les deux responsables ont également examiné les perspectives de renforcement de la place du gaz naturel dans le mix énergétique mondial et la préparation des échéances futures visant à assurer la durabilité de cette ressource, soulignant l'importance de son rôle dans la réalisation du développement durable et le soutien de la transition énergétique.

La rencontre a été l'occasion d'évoquer le rôle de l'Institut de recherches sur le gaz (IRI) relevant du Forum des pays exportateurs de gaz, dans le soutien à la recherche et au développement, et dans le renforcement des capacités humaines, afin de consolider la position du Forum qui siègera en Algérie, à l'échelle mondiale.

Cette réunion «confirme l'engagement du groupe Sonatrach quant aux obligations régionales et internationales de l'Algérie, et renforce sa position en tant qu'acteur principal de l'industrie gazière au niveau mondial», conclut le communiqué.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com

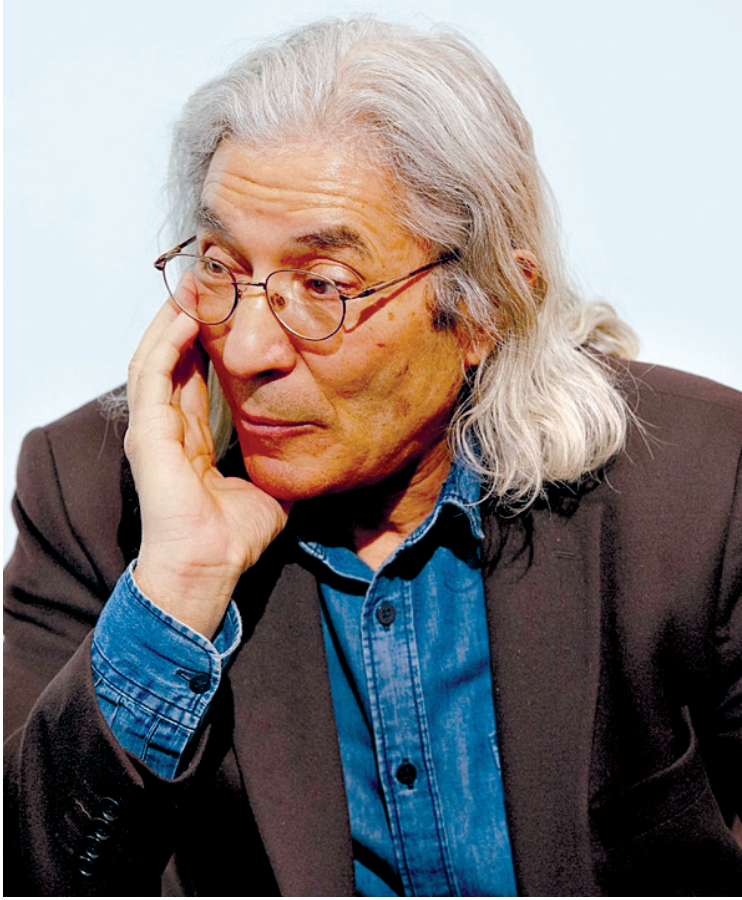
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Boualem Sansal
condamné à cinq ans
de prison

Le tribunal correctionnel de Dar El Beida a rendu son verdict jeudi, dans l'affaire de l'écrivain Boualem Sansal.



A. Z.

Le tribunal a condamné l'accusé à une peine de cinq ans de prison et 500 000 dinars d'amende pour de lourdes accusations, à savoir : « atteinte à l'unité nationale, outrage à corps constitué, pratiques de nature à nuire à l'économie nationale et détention de vidéos et de publications menaçant la sécurité et la stabilité du pays ». Alors que le parquet avait requis lors de son réquisitoire une peine de 10 ans de prison et une amende d'un million de dinars.

L'accusé a été arrêté le 16 novembre 2024, lors de son arrivée à l'aéroport 'Houari Boumediene' en provenance de Paris.

Après son arrestation, la crise diplomatique entre l'Algérie et la France, qui a éclaté en juillet 2024, après la reconnaissance par Paris du prétendu plan marocain pour l'autonomie du Sahara occidental, a connu une nouvelle escalade avec une montée au front de l'extrême droite, derrière Boualem Sansal, exigeant sa libération dans une ingérence flagrante dans les affaires intérieures algériennes.

Rappelons que lors d'une interview accordée au quotidien français « L'Opinion », le 3 février dernier, le Président Abdelmadjid Tebboune a déclaré, à propos de cette affaire, qu'il a qualifiée de « complexe », qu'« elle n'a pas révélé tous ses secrets ». « Avant de se rendre en Algérie, Sansal a dîné au domicile de Xavier Driencourt, un ancien ambassadeur de France en Algérie, connu pour ses positions anti algériennes, et qui est considéré comme proche du ministre français de l'Intérieur, et il devait le rencontrer à son retour d'Algérie », a-t-il ajou-

té. Notons qu'en parallèle à cette affaire judiciaire, de nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme de la société civile algérienne ont dénoncé, lors d'une rencontre, tenue jeudi à Alger, toutes les formes d'intimidation et de harcèlement subies par les ressortissants algériens établis en France, appelant les autorités françaises à respecter les lois et les accords et à arrêter immédiatement les expulsions illégales. « Les actes d'intimidation et les opérations d'expulsion émanant des autorités françaises à l'encontre des ressortissants algériens constituent une violation flagrante des chartes internationales et des droits de l'Homme de la part d'un pays qui prétend défendre les droits de l'Homme », a-t-il été souligné dans le communiqué lu à l'issue de cette rencontre par la militante des droits de l'Homme, Fatni Manar.

Ces mesures constituent « une violation flagrante de tous les accords internationaux garantissant la dignité humaine et les droits individuels, dont le droit à la liberté de circulation et la protection contre l'expulsion forcée », relève la même source, qui précise que « les pratiques des autorités administratives du ministère français de l'Intérieur, sous la direction du ministre Bruno Retailleau, révèlent un double jeu au service de ses intérêts personnels, en prévision des prochaines élections présidentielles françaises ». Le communiqué appelle, enfin, les autorités françaises à « arrêter immédiatement les expulsions illégales des ressortissants algériens, et à garantir le respect des lois nationales et des accords internationaux ».

Le vice-consul général du Maroc à Oran
déclaré persona non grata

Le Gérant intérimaire du Consulat général du Royaume du Maroc à Alger, M. Khalid Chihani, a été convoqué jeudi au siège du ministère des Affaires étrangères, où il a été reçu par M. Mokhtar Amine Khelif, Directeur Général du Protocole, qui lui a notifié la décision des autorités algériennes de déclarer persona non grata, le Vice-consul gé-

ral du Maroc à Oran, indique un communiqué du ministère.

Il a été notifié à M. Chihani « la décision des autorités algériennes de déclarer persona non grata M. Mohamed Isafiani, Vice-consul général du Maroc à Oran, avec l'obligation de quitter le territoire national dans un délai maximal de 48 heures, et ce pour des raisons liées aux comportements

suspects de l'intéressé incompatibles avec la nature de l'exercice de ses fonctions au sein de ladite représentation consulaire, et ce en violation des lois algériennes en vigueur en la matière, ainsi que du Droit et des coutumes internationales pertinents, notamment la Convention de Vienne sur les relations consulaires », précise le communiqué.

Raïna
Raïkoum
Belkacem Ahcène Djaballah

Les bons
«petits rapporteurs»

Tout dernièrement, au début du mois sacré de Ramadhan, les réseaux sociaux ont vu naître une polémique. Ce qui était tout à fait normal, puisque durant cette période d'abstinence et de retraite spirituelle, on note pas mal d'incidents et de « débats » liés au respect dû à la (non-) alimentation (en tout cas publique) durant la journée. Faute de quoi, en cas d'irrespect de la règle admise, les risques sont grands d'être sinon d'être « condamnés », du moins voués aux gémonies par tout ce que le pays compte comme de « bons » musulmans. Polémique début mars 2025, disais-je. Un avocat connu avait « conseillé » sur les réseaux sociaux, à un petit « rapporteur » ayant filmé un « casseur » de jeûne, de « ne pas diffuser la scène irrespectueuse, mais plutôt de transmettre les images à la police ». Rien que ça ! Conseil strictement juridique amical ? Ou, délation culturelle inadmissible ?

On ne sait au juste, tout en penchant, pour ma part, dans ma générosité ramadhanesque, pour la première thèse. Ce n'est là qu'un exemple qui montre combien les réseaux sociaux, grâce aux instruments de communication modernes, rapides et souvent discrets (dont le Iphone) jouent désormais, malgré toutes les précautions et les règlements ou sanctions, un rôle, de plus en plus important, dans le processus de « contrôle sociétal ». Ainsi, il y a peu, s'appuyant sur des extraits vidéos incitant

à la haine, diffusés sur les réseaux sociaux suite à de graves incidents survenus juste avant une rencontre de foot, une brigade de la Sûreté nationale de lutte contre la cybercriminalité a ouvert une enquête préliminaire supervisée par le parquet compétent et les investigations menées par les enquêteurs du service concerné ont permis d'identifier les propriétaires des comptes électroniques en question et de les arrêter. Autre cas, celui montrant, au grand public, familles et enfants y compris, un joueur pro' de foot éructer des insanités à l'encontre d'arbitre de touche.

Il a été lourdement sanctionné par sa Fédération. Beaucoup de choses positives donc, en ce sens que signaler au public et aux autorités compétences les dépassements de chauffards sur les routes et autoroutes, ou des chauffeurs de voitures ou de motos inconscients circulant sur les trottoirs et en sens interdits ou les vols de voitures et de couvercles d'égoûts ou des agressions criminelles ou même des harcèlements publics d'enfants et/ou de femmes, ou des occupations illicites de lieux publics, etc.. ne peut qu'apporter un plus aux autorités de veille, d'intervention et de sanction. De la « délation » positive ! Pourquoi pas ? A condition que les produits soient bien contrôlés en aval pour leur authentification. Sachant que le risque est grand de voir, grâce à l'IA, un gros lot de « règlement de comptes ».

Allocation touristique
L'attribution débutera
une à deux semaine après l'Aïd

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzerd a confirmé, jeudi à Tlemcen, que l'attribution de l'allocation touristique d'un montant de 750 euros débutera prochainement via les bureaux de change des banques d'Algérie dans les aéroports internationaux et les gares maritimes pour voyageurs.

Le ministre a déclaré, lors d'une rencontre avec la presse en marge

de sa visite au bureau de change de cette allocation à l'aéroport international «Messali Hadj» de Tlemcen, en compagnie du Directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafid Bakhouch et le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, que l'attribution de cette allocation commencera une à deux semaines après l'Aïd el-Fitr, dès que les banques auront achevé les

dernières formalités internes nécessaires à la mise en œuvre de cette opération en faveur des voyageurs. La délégation a inspecté, dans le cadre de cette visite, le bureau de change au port de Gharzaouet pour s'assurer des derniers préparatifs avant de lancer le paiement de l'allocation touristique, dont la valeur a été rehaussée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à 750 euros.

Projet algéro-qatari de production de lait à Adrar
La convention finale signée

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a coprésidé, jeudi, avec le conseiller auprès du président de la République chargé du commerce, de l'approvisionnement, du contrôle et de l'import-export, Kamel Rezig, la cérémonie de signature de la convention finale relative à la mise en œuvre du projet intégré de production de lait en poudre dans le sud du pays, l'un des plus grands projets agricoles d'une valeur de 3,5 milliards de dollars.

La convention a été signée par la Directrice générale de l'investissement et du foncier agricoles au ministère, Mme Souad Assaous, et le président du conseil

d'administration de la société Baladna-Algérie, M. Ali Al-Ali, en présence de cadres du ministère et du directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), indique un communiqué du ministère. A cette occasion, une convention sur l'acquisition de lait en poudre produit par le projet a également été signée entre la société Baladna-Algérie et l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL). La convention a été signée par le président du conseil d'administration de la société Baladna-Algérie et le directeur général de l'ONIL, ajoute la même source. Le projet sera réalisé sur une superficie de 117.000 hectares, incluant des

fermes pour la production de fourrages, des fermes pour l'élevage de vaches et la production de lait et de viande, ainsi qu'une usine de production de lait en poudre. Ce projet stratégique vise à « produire localement 50 % des besoins du marché national en lait en poudre, en vue d'atteindre l'autosuffisance ainsi qu'à approvisionner le marché local en viande rouge, à créer des postes d'emplois et à contribuer à l'augmentation du nombre de têtes bovines. Le projet a déjà démarré dans la wilaya d'Adrar, avec la réalisation de forages exploratoires, ainsi que l'achèvement des études relatives à la mise en valeur.

Boycott de la remise des notes Sanctions annoncées contre des enseignants

M. Aziza

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a approuvé, lors de la réunion du Conseil des ministres du 23 mars dernier, l'intégration de 82.410 enseignants contractuels dans les différents cycles d'enseignement. Aujourd'hui, « le décret exécutif régissant l'opération est fin prêt et sera directement suivi d'une note ministérielle conjointe expliquant les étapes procédurales de cette opération », selon le ministre de l'Education.

Lors d'une conférence nationale tenue, jeudi dernier, par visioconférence sur les préparatifs du troisième trimestre, le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, a donné des instructions aux directeurs de l'éducation, les appelant à respecter les notes et les circulaires ministérielles qui accompagneront le processus d'intégration, ainsi que l'unification des procédures et des calendriers de sa mise en œuvre dans toutes les wilayas.

Tout en qualifiant cette opération d'intégration approuvée par le président de la République de « stratégique », le ministre de l'Education a souligné que « bien que le principe de recrutement au sein du secteur de l'éducation nationale soit le recrutement direct des diplômés des écoles normales supérieures, au regard de leur formation pédagogique pertinente, l'intégration des enseignants contractuels se justifie » notamment, dit-il, « par les formations successives qu'ils ont suivies outre l'expérience pédago-

gique acquise pendant la période contractuelle ».

Expliquant que c'est en fait la méthode adoptée par le ministère en matière de recrutement, à savoir la contractualisation et le recrutement via la plateforme numérique, et vu la formation et l'expérience acquise par cette catégorie en exerçant la profession d'enseignant. Une méthode approuvée par le président de la République qui a décidé de donner son aval pour intégrer tous les enseignants contractuels dans des postes budgétaires définitivement vacants jusqu'au 23 mars 2025. Et ce, en application de ses engagements envers la famille de l'Education nationale et par respect à la profession d'enseignant et son rôle dans la formation et la préservation des générations. En affirmant que « cette opération leur garantit la stabilité professionnelle ».

Pour mieux gérer le troisième trimestre de cette année scolaire et « dans des meilleures conditions », le ministre de l'Education a appelé à la finalisation de l'ensemble des opérations liées au deuxième trimestre. Notamment, les démarches inachevées à cause du boycott de la remise des notes par certains enseignants membres du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPESTE). Tout en indiquant que « la question de la rétention des notes des élèves est considérée comme un manquement à l'application des engagements professionnels liés directement à l'élève, d'où l'impératif d'appliquer les

procédures stipulées par la loi en pareils cas ». Et d'appeler dans ce contexte tous les directeurs de l'éducation à s'engager pour unifier les mesures prises à cet effet. Précisant « qu'au niveau local, on traite avec les sections syndicales du Cnapeste et de ce fait les dispositions et les mécanismes adoptés doivent être les mêmes pour toutes les wilayas jusqu'à ce que les enseignants concernés honorent leurs engagements professionnels conformément à la loi y afférente en vigueur ».

Entre les mises en garde à l'endroit du Cnapeste et le rappel du respect des procédures et des dispositions de la loi, Saâdaoui réaffirme « l'engagement du ministère de l'Education nationale à adopter la voie du dialogue pour débattre de toutes les questions socioprofessionnelles avec ses partenaires sociaux ». D'ailleurs le ministre a affirmé qu'il a reçu jeudi dernier, les membres du Cnapeste « à leur demande », à qui il a réaffirmé la position ferme du ministère en ce qui concerne l'application de la loi, et ce afin que tous les enseignants concernés remplissent leurs engagements professionnels.

M. Saâdaoui avait déjà averti sur « l'obligation de mettre en demeure les enseignants refusant de remettre les notes », qualifiant cette action « de grave erreur professionnelle ». Pour rappel, le Cnapeste s'est engagé dans une série d'actions de protestation dont le boycott de remise des notes. Et ce, en guise de protestation contre les conditions socioprofessionnelles.

Laghouat, Oran

Plus de 163 kg de cocaïne saisis

K. Assia et APS

Des détachements combinés de la Gendarmerie nationale et des Douanes algériennes, ont appréhendé, au niveau de la route nationale N 1 reliant Ghardaïa à Laghouat, un narcotrafiquant et saisi 121,40 kg de cocaïne chargés à bord de son véhicule, alors que les Gardes frontières ont procédé à l'interpellation de quatre ressortissants marocains et la saisie de 106 kg de kif traité que les mis en cause tentaient d'introduire sur le territoire national à travers les frontières ouest du pays, selon l'APS qui cite un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée multiforme et dans la continuité des efforts visant à endiguer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de la Gendarmerie nationale et des Douanes algériennes, ont appréhendé, ce mardi 25 mars 2025, lors d'une opération qualitative effectuée au niveau de la route natio-

nale N 1 reliant Ghardaïa à Laghouat, en 4e Région militaire, un narcotrafiquant et saisi 121,40 kilogrammes de cocaïne chargés à bord de son véhicule", note la même source. "Le même jour, et en 3e Région militaire, des détachements des Gardes frontières ont procédé à l'interpellation de 4 ressortissants marocains et à la saisie de 106 kilogrammes de kif traité que les mis en cause tentaient d'introduire sur le territoire national à travers nos frontières ouest. Il s'agit en l'occurrence des dénommés Rachid Saïk el-Ghazal, Yahia Kadouri, Abdelkrim Benazzi et Kasmi Dahmane", précise la communiqué. "Ces opérations de qualité confirment, une nouvelle fois, la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'ANP mobilisées le long des frontières nationales, à lutter contre la criminalité organisée et de préserver la stabilité et la sécurité du pays", ajoute la même source. Par ailleurs, 42 kg de drogue de cocaïne et 599.370 comprimés psychotropes de marque Prégabaline ont été saisis, par les éléments du servi-

ce régional de lutte contre le trafic de drogue de la wilaya de Tlemcen, selon un communiqué du procureur de la république près le tribunal du pôle pénal spécialisé d'Oran. Cette opération qui entre dans le cadre de la lutte contre le trafic des stupéfiants et le blanchiment d'argent s'est déroulée le 23 mars dernier lorsque les policiers ont découvert cette quantité de stupéfiants transportée à bord d'un camion, dans la ville d'Oran. Poursuivant leurs investigations, les enquêteurs ont réussi à mettre la main sur une importante somme d'argent et saisi 10 véhicules de différentes marques. Quatre individus répondant aux initiales de K.S, Z.M, A.Y et A.R.M ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire. Ils ont été présentés jeudi devant le juge d'instruction pour les chefs d'inculpation de détention, transport et stockage des stupéfiants en vue de leur écoulement et ce dans le cadre d'un réseau criminel organisé, contrebande, atteinte à la santé publique et blanchiment d'argent. Ils ont été placés sous mandat de dépôt.

Tindouf

Quatre morts et 2 blessés dans une collision

Quatre (4) personnes sont décédées et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu jeudi, dans la wilaya de Tindouf, ont rapporté les services de la Protection civile.

L'accident s'est produit au niveau de la route de contournement pour les

poids lourds, suite à une collision entre deux véhicules entraînant la mort sur place de quatre (4) personnes, et deux autres ont été blessées, qui ont reçu les premiers soins sur le lieux de l'accident, a déclaré à l'APS le responsable de la cellule de communication à la direction de la Protection civile, Abdennacer

Moussaoui. Les corps des quatre victimes ont été déposés à la morgue de l'hôpital mixte Si El Houas de Tindouf, où ont été également évacués les blessés, selon la même source.

Les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour élucider les circonstances de l'accident.

Meurtre d'un enseignant universitaire à Baraki

Le voisin de la victime placé en détention

Le juge d'instruction près le tribunal d'El Harrach (Cour d'Alger) a ordonné, jeudi, le placement en détention provisoire du suspect impliqué dans le meurtre d'un professeur universitaire à Baraki, indique un communiqué du procureur de la République près le même tribunal.

"En vertu des dispositions de l'article 11, alinéa 3 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'El Harrach informe l'opinion publique que dans le cadre de la

poursuite de la lutte contre les différentes formes de criminalité, le parquet de la République a reçu, le 25 mars 2025, une notification des services de sûreté faisant état d'une agression physique avec coups et blessures prémédités à l'arme blanche à Baraki, contre le nommé (W. M), professeur à l'université. La victime a été transportée à l'hôpital où elle a rendu l'âme", précise le communiqué.

"Le parquet de la République a ordonné l'ouverture d'une enquête, qui

a permis d'identifier le suspect, le dénommé (FA), voisin de la victime et également locataire d'un local dans la maison de la victime. Après son arrestation, le mis en cause a été présenté le 27 mars 2025 devant le procureur de la République et a été poursuivi sur la base d'une demande introductive d'enquête pour meurtre avec préméditation". Le mis en cause a été entendu par le juge d'instruction qui a ordonné son placement en détention provisoire, conclut le communiqué.

Aïd El-Fitr

Une réunion pour assurer la continuité des services de santé

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a présidé, jeudi, une réunion consacrée à l'examen des mesures et procédures nécessaires pour assurer la continuité des services de santé pendant les jours de l'Aïd El-Fitr et au suivi de l'avancement de plusieurs projets du secteur, indique un communiqué du ministère.

La réunion, qui a regroupé le ministre avec des cadres de l'administration centrale, des directeurs de la santé et de la population des wilayas et des établissements de santé, s'est tenue par vidéoconférence et a été consacrée à l'examen des « mesures et procédures nécessaires pour assurer la continuité des services de santé pendant les jours de l'Aïd El-Fitr, ainsi qu'au suivi de l'avancement de plusieurs projets de santé à même de renforcer la qualité des services fournis aux citoyens ». A cet égard, M. Saihi a insisté sur « l'importance d'assurer la pleine disponibilité des infrastructures sanitaires », soulignant la nécessité de « respecter les instructions contenues dans la circulaire ministérielle n 4 du 26 mars 2025, visant à renforcer les capacités des hôpitaux et des services d'urgence pour faire face à toute situation d'urgence pendant les jours de l'Aïd. » Le congé de l'Aïd El-Fitr nécessite la prise de « mesures exceptionnelles » pour assurer la continuité des prestations de services sanitaires, a-t-il précisé, soulignant « la nécessité de renforcer la disponibilité des services des urgences dans les hôpitaux et de garantir la présence des équipes médicales et paramédicales durant les périodes de garde, avec l'engagement des chefs de service à suivre le système de garde pour garantir une prise en charge médicale ininterrompue ». Le ministre a insisté également sur « la nécessité d'éviter la surcharge des services d'urgences, en accélérant les mesures de transfert des malades vers les services compétents », ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Saihi a évoqué « l'importance de fournir les médicaments et les équipements médicaux nécessaires, à travers une coordination continue avec les directions des hôpitaux et les pharmacies », appelant à « renforcer la disponibilité des ambulances et à assurer l'approvisionnement en carburant

afin de garantir une intervention rapide en cas d'urgence ».

Le ministre de la Santé a donné des instructions aux directeurs du secteur pour que « les équipes administratives effectuent des visites d'inspection quotidiennes afin de suivre la mise en œuvre du plan de santé, de s'assurer de la continuité du service dans les différentes structures sanitaires, de renforcer les mécanismes de communication et de coordination entre les équipes médicales et administratives de manière à garantir l'intervention rapide en cas de besoin, tout en améliorant les conditions de travail des équipes médicales de garde et en leur fournissant des repas complets leur permettant de rester sur leur lieu de travail et éviter le déplacement ».

M. Saihi a affirmé que son département « assurera le suivi de la mise en œuvre de ces mesures », saluant par là même « les efforts déployés par les staffs médicaux et administratifs pour préserver la santé et la sécurité des citoyens ». Il a appelé tout un chacun à faire preuve de responsabilité et à faire prévaloir l'esprit d'équipe dans l'accomplissement de sa mission ».

Lors de cette réunion, le ministre a écouté nombre d'exposés sur « la mise en œuvre des projets de réalisation de plusieurs nouveaux hôpitaux, annonçant l'inauguration de 12 hôpitaux à travers le pays au cours du premier semestre de l'année en cours, d'une capacité d'accueil estimée à 240 lits pour chaque hôpital, en plus de 28 hôpitaux d'une capacité de 120 lits, et de 48 hôpitaux d'une capacité de 60 lits ». Il a, à cet égard, affirmé que le secteur « sera renforcé par 6288 lits pour les hôpitaux d'une capacité de 240 lits et 120 lits, et plus de 4000 lits pour les hôpitaux d'une capacité de 60 lits après leur entrée en service, ce qui permettra d'améliorer les services de santé et d'en assurer la continuité ». Il a par ailleurs appelé les parties concernées à « accélérer le rythme de réalisation de ces hôpitaux pour permettre leur entrée en service avant les délais fixés ». Au terme de la réunion, le ministre a présenté ses vœux à tous les fonctionnaires du secteur de la santé à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, saluant leurs « efforts des ambulances et à assurer l'approvisionnement en carburant

Chutes de neige sur plusieurs wilayas du pays

Des chutes de neige sont attendues, à partir d'aujourd'hui samedi, sur les reliefs dépassant 1000 à 1100 mètres d'altitude dans plusieurs wilayas du pays, indique jeudi un bulletin spécial émis par l'Office national de météorologie. Placé en vigilance « Orange », ce bulletin météo spécial (BMS) concerne les wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Bouira, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Mila, Constantine et Guelma, où l'épaisseur de la neige est estimée entre 10 et 15 cm, du samedi à 21h00 au dimanche à 9h00. Les chutes de neige concernent, également, les wilayas de Souk Ahras, Oum el Bouaghi, Batna, Khenchela et Tébesa avec une épaisseur estimée entre 5 et 10 cm, le dimanche de 03h00 jusqu'à 12h00. L'office a en outre indiqué que des

pluies, parfois orageuses, accompagnées de chutes de grêle, sont attendues samedi et dimanche sur plusieurs wilayas de l'est du pays. De niveau de vigilance « Orange », le BMS indique que ces pluies toucheront les wilayas de Bejaia, Jijel, Skikda, Sétif, Mila et Constantine, durant sa validité s'étalant du samedi à 18h00 jusqu'à dimanche à 23h00. Les quantités de ces pluies oscilleront entre 30 et 50 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 70 mm sur les régions côtières, précise la même source. Cette situation météorologique concernera également les wilayas de Annaba, El Tarf, Guelma et Souk Ahras, le dimanche de 12h00 à 23h00 avec des quantités estimées entre 20 et 40 mm qui seront accompagnées de rafales de vent sous orages, selon le BMS.

Ressenti jusqu'en Chine

Un puissant séisme frappe la Birmanie et la Thaïlande voisine

Un puissant tremblement de terre de magnitude 7,7 a frappé vendredi le centre de la Birmanie, un séisme dont les secousses ont été ressenties jusqu'en Chine et en Thaïlande où un immeuble de trente étages s'est effondré, prenant au piège une quarantaine d'ouvriers.

Le séisme, peu profond, s'est produit à 16 kilomètres au nord-ouest de la ville de Sagaing, vers 14H20, heure locale a annoncé l'Institut géologique américain (USGS). Une réplique de magnitude 6,4 a secoué cette zone quelques minutes plus tard, selon même source. Dans la capitale birmane, à Naypyidaw, les routes ont été déformées sous l'effet des secousses et des morceaux de plafond sont tombés des immeubles, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le bilan humain n'était pas connu dans l'immédiat.

De fortes secousses ont été par ailleurs ressenties en Thaïlande voisine, causant des scènes de panique à Bangkok où des bureaux et des magasins ont été évacués.

Un immeuble de 30 étages en construction s'est effondré dans la capitale thaïlandaise après le séisme, a déclaré un responsable de la police à l'AFP. Des recherches ont débuté pour retrouver 43 ouvriers bloqués sur le site, selon les urgentistes. «J'ai entendu le bruit alors que je dormais chez moi, j'ai couru aussi loin que possible en pyjama hors du bâtiment», a déclaré à l'AFP Duangjai, une habitante de la

deuxième ville du pays, Chiang Mai (nord-ouest), destination prisée des touristes et réputées pour ses temples. Sai, un autre habitant de Chiang Mai, âgé de 76 ans, se trouvait dans une supérette au moment du tremblement de terre. «Je me suis précipité hors du magasin avec d'autres clients», a-t-il raconté. «C'est la plus forte secousse que j'ai ressentie de toute ma vie».

Les secousses ont également été ressenties dans le nord et le centre de la Thaïlande. A Bangkok, certains services de métro ont été suspendus. La Première ministre thaïlandaise Paetongtarn Shinawatra a immédiatement annoncé la convocation d'une «réunion d'urgence», dans un message sur X.

DÉGÂTS

Des journalistes de l'AFP se trouvaient au Musée national de Birmanie, à Naypyidaw, lorsque s'est produit le séisme, faisant trembler les murs du bâtiment. Des morceaux sont tombés du plafond et les murs se sont fissurés. Des employés se sont rués vers l'extérieur, certains en pleurs, alors que d'autres tentaient de joindre leurs proches par téléphone.

Le sol a vibré pendant trente longues secondes, avant de se stabiliser. D'autres secousses ont par ailleurs été ressenties dans la province chinoise du Yunnan (sud-ouest), selon l'agence chinoise chargée des séismes, qui a enregistré une secousse de magnitude 7,9.

Les séismes sont relativement fré-



quents en Birmanie, où six tremblements de terre ayant atteint ou dépassé une magnitude de 7 se sont produits entre 1930 et 1956 près de la Faille de Sagaing, qui traverse le centre du pays du nord au sud.

En 2016, un séisme de magnitude 6,8 avait secoué l'ancienne ca-

pitale, Bagan, dans le centre du pays, tuant trois personnes et provoquant l'effondrement des murs des temples de cette destination touristique.

En novembre 2012, un séisme également de magnitude 6,8 avait frappé le centre du pays, faisant 26 morts et des centaines

de blessés. La faiblesse des infrastructures, l'insuffisance de services de santé, notamment dans les zones rurales, le développement anarchique des zones urbanisées ont rendu la population des régions habitées particulièrement vulnérable en cas de catastrophe naturelle, selon les experts.

Turquie

Le pouvoir tente d'éteindre la contestation



Les autorités turques tentent d'éteindre la contestation qui secoue une partie du pays depuis le 19 mars et l'arrestation du maire d'Istanbul, en s'en prenant aux médias d'opposition et en traquant les petits groupes de manifestants qui surmontent leur peur, le visage masqué.

Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a fait part jeudi des «inquiétudes» de Washington face à l'instabilité dans ce pays. «Nous observons. Nous avons exprimé nos inquiétudes. Nous n'apprécions pas de voir une telle instabilité dans la gouvernance d'un pays qui est un si proche allié», a-t-il déclaré à la presse dans un vol le ramenant du Suriname à Miami, en Floride. Le gouvernement a annoncé près de 2.000 arrestations en neuf

jours lors de manifestations interdites par les autorités pour dénoncer l'arrestation du maire d'opposition, Ekrem Imamoglu, qui dirigeait la plus grande et plus riche ville du pays. Elles visent aussi les voix critiques des médias d'opposition: le Haut conseil turc de l'audiovisuel (RTUK) a imposé dix jours d'interruption de programmes à Sözcü TV pour «incitation à la haine et à l'hostilité» et a annoncé en avoir sanctionné trois autres. Les autorités ont également expulsé jeudi un journaliste de la BBC, Mark Lowen, venu couvrir les manifestations dans le pays, l'accusant de représenter «une menace pour l'ordre public». «Ce n'est pas juste ce que fait l'Etat. Nous sommes ici pour défendre nos droits», a confié jeudi soir «Raftel», caricatu-

riste de 21 ans à l'AFP. «Mais c'est un peu effrayant ce soir, il y a trop de policiers. La dernière fois, ils ont emmené environ 300 personnes. J'ai peur moi aussi, pour être honnête». Comme la veille, les policiers qui les filment en leur barrant la route leur ordonnent de «retirer leurs masques (s'ils) veulent passer». La BBC a dénoncé «un incident extrêmement préoccupant» et le Royaume-Uni qui avait gardé le silence jusqu'ici a dit attendre de la Turquie le «respect (...) de l'Etat de droit, y compris des processus judiciaires rapides et transparents», selon un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Dix journalistes turcs arrêtés en début de semaine, accusés d'avoir participé à des rassemblements interdits, ont été remis en liberté à Istanbul et Izmir dont le photographe de l'Agence France-Presse Yasin Akgül, en fin de journée. Mais les poursuites à son égard n'ont pas été levées, a indiqué son avocat.

1.879 ARRESTATIONS

Le mouvement de contestation entamé le 19 mars, le plus important depuis le mouvement de Gezi parti de la place Taksim d'Istanbul en 2013, est porté en grande partie par la jeunesse, qui continue de se mobiliser.

Dans la capitale Ankara, des étudiants en médecine et certains de leurs professeurs ont de nouveau manifesté jeudi. A Istanbul, où la contestation est la plus vive, plusieurs centaines de jeunes, généralement masqués, se sont rassemblés dans un arrondissement dont le maire CHP a également été arrêté, ont constaté des journalistes de l'AFP. «Il y a de nombreuses raisons de descendre dans la rue, mais nous sommes ici pour défendre notre juste cause et la police nous en empêche», martèle Asena Orman, 28 ans. «Nous sommes ici, les jeunes, contre tout ce que le gouvernement a fait depuis 23 ans», date de l'arrivée au pouvoir du parti AKP puis du président Recep Tayyip Erdogan, a-t-elle

ajouté. Le CHP a cessé de convier chaque soir des dizaines de milliers de personnes devant l'hôtel de ville d'Istanbul. Il tiendra un rassemblement samedi à la mi-journée, dans un autre endroit de la mégapole de 16 millions d'habitants. Mais la jeunesse essaie de maintenir la contestation vivace avant le grand weekend de l'Aïd qui marque la fin du ramadan, déambulant par petits groupes, applaudis par les riverains et leurs concerts de casseroles.

Le chef de l'Etat a répété qu'il ne céderait pas à la «terreur de la rue». Selon les autorités, 1.879 personnes ont été arrêtées, dont 260 ont été ou sont en voie d'être incarcérées et 950 remises en liberté - la moitié d'entre elles sous contrôle judiciaire. «Je n'ai jamais vu en cinquante ans des mesures de sécurité comme celles en vigueur cette semaine», a écrit jeudi le romancier turc et Prix Nobel de littérature 2006 Orhan Pamuk, dans un long article publié par le site turc T24.

«MENTALITÉ DE CENSEUR»

«Le caractère systématique des poursuites contre les figures de l'opposition, de la société civile, les atteintes à la liberté de s'informer, de rassembler, l'arrestation et la mise en détention du maire d'Istanbul constituent de manière très claire des atteintes et des agressions qu'on ne peut que regretter», a déploré jeudi le président français Emmanuel Macron. L'ONG Reporters sans Frontières (RSF) classe la Turquie à la 158ème place sur 180 de son classement de la liberté de la presse.

Lors d'une rencontre avec la presse à Istanbul, le ministre turc de la Justice, Yilmaz Tunç, a affirmé que la justice turque est «indépendante et impartiale», et la Turquie un «Etat de droit». L'arrestation de M. Imamoglu n'a rien de «politique», a-t-il assuré, dénonçant des «accusations injustes, illégales et injustifiées» contre le président Erdogan.

Achever la décolonisation

Par Derguini Arezki

Suite et fin

Cette construction est en train de s'effondrer, l'humain est chassé de la production de masse, les travailleurs sans travail se multiplient, un nouveau servage menace. Pour certains penseurs, la démocratie n'est plus le cadre approprié du progrès, la société doit être dirigée comme une entreprise par un monarque. Le modèle est asiatique pourtant décrié commence à déteindre sur celui occidental.

Ce qui fait défaut à l'approche de Karl Polanyi et de la social-démocratie, c'est d'avoir substitué l'État à la famille comme protecteur de l'individu et de la société. Cela n'est pas sans rapport avec la grammaire de la société et la prépondérance du sujet. L'erreur, c'est de ne pas avoir vu qu'une telle substitution impliquait une dépendance structurelle de l'État au marché, de ne pas avoir vu l'État comme superstructure du marché. Car cet État ne conçoit pas la protection de la société en complétant la famille, mais en la défaisant, lui substituant l'individu qu'il considère comme la pierre angulaire de la construction sociale marchande et étatique. L'État s'est construit sur l'indépendance à l'égard de la famille pour tomber dans la dépendance au marché, car étendre le marché, et son corollaire l'individualisation de la consommation, c'est accroître ses ressources. L'erreur est d'avoir pensé qu'il en serait toujours ainsi, que l'État serait toujours porté par le marché. En Occident, l'État n'est pas le prolongement de la famille, mais celui du marché. Le néolibéralisme illustre parfaitement le rapport. Il n'est pas étonnant non plus, la pierre angulaire du marché étant menacée, que le libertarianisme, l'idéologie, vienne au secours du marché.

Une telle substitution n'a pas lieu en Chine, malgré le développement du marché. Les dynasties passent, les familles restent. L'État comme l'entreprise peuvent être considérés comme des prolongements de la famille, une famille élargie, une famille recomposée. Les familles ont besoin de s'entendre pour pacifier leur compétition, l'État est leur instrument, non pas le substitut de leur protection. L'État encadre et règle la compétition des familles, en la contenant il l'ordonne. Les relations entre employeurs et employés sont personnalisées et basées sur la confiance et la réciprocité autant que possible.

En Chine la question des familles, des entreprises et de l'État pose un problème de scabellité, tout se passe comme si la famille changeait en fonction de l'échelle de la compétition et de la coopération. Il y a continuité entre ces différentes institutions et emboîtement. Ce sont les valeurs de la famille qui encodent les autres institutions et leurs valeurs. L'État est pensé par la famille, comme la culture est pensée par la nature.

On peut dire en simplifiant beaucoup qu'un État favorise une certaine famille et une certaine entreprise. Et en retour une certaine famille favorise telle entreprise et tel État. Le rendement social d'une telle « entreprise » de transformation de la famille dans l'État et de l'État dans la famille, qui est derrière celui microéconomique de l'entreprise et celui macroéconomique et politique de l'État, va rendre compte de la pérennité de la famille et de l'entreprise. L'alternance au pouvoir de différentes familles est une loi de la nature.



En supposant l'entreprise et l'État comme des familles élargies, on comprend mieux le fonctionnement des sociétés postcoloniales. Les familles sont les réels centres d'accumulation du savoir, de l'avoir et du pouvoir. On peut alors saisir la société comme un réseau de réseaux plus ou moins cohérent, redondant. Le bon fonctionnement de la société résultant de la résonance des différents réseaux les uns dans les autres, et de l'irradiation de l'exemplarité d'une famille sur les autres.

La famille n'est pas sans tension, ni les collectivités particulières ou la communauté nationale. Ces tensions sont à la base de la dynamique sociale.

FAMILLE, ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET CAPITALISME

Les sociétés qui ont le mieux approvisé le capitalisme sont celles où la famille est restée la pierre angulaire de la société. Les autres se sont davantage prolétariés. Les sociétés postcoloniales qui ont recours à l'autoritarisme pour administrer leurs marchés sont celles qui par dogmatisme sont restées aveugles à ce principe. Elles en sont restées à combattre les clans et leur corruption au lieu de se mettre en mesure de gérer leur compétition. La société a renoncé à la noblesse, comme elle a renoncé à la famille. Elle n'avait plus rien à opposer à la richesse. Les familles peuvent être des bénédictions ou des malédictions pour une société. Dans les sociétés rentières, l'alternance ne peut pas être pacifique si la richesse est la seule fin, la famille de bénédiction renversant une autre de malédiction, devient fatalement malédiction.

Le cours des choses peut favoriser la substitution de l'État à la famille ou de la famille à l'État. Tout dépend du niveau d'individualisation de la consommation sociale offert par le développement de l'économie marchande. Le rapport de l'individu à l'État sera plus favorable dans le contexte où la famille n'aura pas besoin d'épargner pour son avenir, il sera plus favorable à la famille dans le cas contraire. De même, lorsque le revenu individuel donne accès à la propriété d'un logement et de son équipement, le partage du logement n'est plus intéressant ni pour l'individu ni pour le marché. Une plus grande liberté d'association fait apparaître la

vie conjugale et familiale comme une charge inappropriée. La libre association atteignant ainsi le palier supérieur de la consommation individualisée, comme dans certaines riches sociétés.

Mais dans de telles riches sociétés où la protection de l'individu par la famille a été abandonnée, c'est qu'en vérité, dans de telles sociétés, la famille n'a jamais eu ce rôle protecteur. Ainsi, dans l'histoire de certaines sociétés, la famille n'a pas protégé l'individu du servage.

Les sociétés postcoloniales ont été plus facilement expropriées de leur pensée et se sont départies aisément de la protection de la famille étant donné les promesses que portait le monde moderne et que l'État indépendant promettait. La famille ne pouvait y prendre part par elle-même. L'individu avait besoin de l'État, pas de la famille. La tentation était trop forte, elle ne permettait aucune transition. Il fallait sauter, et l'on sauta pieds joints. La famille ne faisait pas le poids face à l'État et au marché, comparativement aux sociétés où les familles ont accompagné le développement de l'économie marchande et se sont emparées de l'entreprise.

Arrivés à ce point de raisonnement, il nous faut distinguer entre échanges non marchands et autres marchands. Distinction qui découle d'une définition large ou étroite du marché. Tous les « marchés » au sens large entre individus ou groupes sont économiques et ne confrontent pas que des marchands quoique pouvant obéir au calcul. Dans l'économie domestique, il y a des marchés entre les différents membres, le masculin et le féminin, l'actif et l'inactif. Ces « marchés » ne sont pas automatiques, ils sont variables et négociables. Ils varient d'un contexte à un autre. Lorsqu'ils sont rigides, lorsque les marchés ne peuvent plus être négociés, ils se rompent. La famille qui ne peut transformer son économie domestique en économie marchande se prolétarise.

Dans la famille qui reproduit un rapport rigide du seigneur et du serviteur, le rapport ne peut pas être négocié avec le changement qu'appelle l'environnement. Mais il reste que la famille qui pourra négocier son adaptation au cours des choses sera moins exposée à la prolétarianisation. Dans la famille occidentale, ce n'est

pas la famille qui encode les autres institutions, c'est l'institution seigneuriale qui encode les autres institutions. Le serf s'il ne devient pas maître, souhaite devenir maître de lui-même. Pas étonnant que chez certains colonisés cooptés par la colonisation n'ait été reproduite dans leur économie domestique l'économie seigneuriale.

La configuration de la famille est donc très variable, elle n'est jamais entièrement donnée. Elle dépend de sa capacité d'action, de la ressource qu'elle peut représenter pour l'individu. Une ressource n'existe que quand elle est utilisée, donc une famille peut exister à un moment et s'effacer à un autre. Inutile ou utile, car charge sans utilité ici ou charge utile là. Et c'est pour cela que l'on ne peut pas triompher de la famille, elle meurt et elle renaît. Elle se sclérose et meurt dans un contexte, elle renaît et se développe dans un autre. Et c'est pour cela que le droit dont la pierre angulaire est l'individu ne peut pas triompher de la famille. Il peut entraver sa capacité d'action, la soumettre à certaines contraintes, mais il peut aussi être une ressource. D'une famille à une autre, cela sera ceci plutôt que cela. La loi est toujours l'instrument d'une famille pour s'imposer aux autres. Si les autres familles trouvent intérêt dans la loi, peuvent imiter la famille exemplaire ou transformer leur soumission en domination, la loi ne sera pas répressive, mais facilitatrice. Elle facilite l'administration des choses, mais si les familles ne trouvent pas leur compte dans la soumission à la loi, la famille dirigeante devra faire œuvre de répression pendant que les autres feront œuvre de séparation.

VERS UNE DÉCOLONISATION ACHEVÉE ET UNE REFONDATION DES LIENS SOCIAUX

On a essayé de mettre en lumière dans ce texte un impératif double et urgent : libérer la pensée des carcans coloniaux et reconstruire des institutions sociales ancrées dans des logiques non-occidentales. En articulant critique du logocentrisme, analyse des dynamiques familiales et économiques, et perspectives postcoloniales, se dessine une voie pour dépasser les héritages oppressifs et imaginer des alternatives viables.

Il faut concevoir d'abord la décolo-

nisation comme un projet politique et civilisationnel avec trois ambitions particulières : celle d'une libération linguistique et cognitive, celle d'une réinstauration de la famille comme socle de résistance et d'innovation institutionnelle, celle de se prémunir par des alliances contre une colonisation algorithmique.

La domination occidentale a imposé une langue-prison, structurée par un Sujet rationnel et dominateur, qui réduit le monde à des catégories binaires (colonisateur/colonisé, culture/nature). Pour achever la décolonisation, il faudrait : déconstruire le logocentrisme en valorisant des langues et des épistémologies marginalisées (comme le chinois, dont la fluidité symbolique contraste avec la rigidité grammaticale occidentale). Penser hors des cadres coloniaux, en passant de « penser comme l'Occident » à « penser par soi-même », comme le suggère la métaphore taoïste du Dao insaisissable par les mots.

Contrairement au modèle occidental où l'État et le marché dissolvent les liens familiaux, les sociétés comme la Chine montrent que la famille-élargie peut être le cœur d'une économie résiliente. L'État et l'entreprise se présentent comme des prolongements familiaux : en Chine, ces institutions encodent des valeurs de réciprocité et de confiance, évitant la prolétarianisation et l'individualisme destructeur.

Les sociétés décolonisées doivent réinvestir la famille comme lieu d'accumulation du savoir et du pouvoir, comme alternatives postcoloniales, plutôt que de reproduire des modèles étatiques dépendants du marché global.

Face à la colonisation des esprits par les technologies numériques (gouvernement algorithmique, IA monopolistique), il faut appeler à résister à l'uniformisation en promouvant des logiques open source et des langues indigènes comme outils de souveraineté cognitive. A renverser les rapports de force en détournant les « esclaves intelligents » (IA) contre les maîtres du capitalisme numérique, à travers des alliances Sud-Sud.

Achever la décolonisation exige donc de déjouer la rivalité mimétique avec l'Occident pour inventer des modèles hybrides, où la modernité s'articule à des traditions réinventées. Cela exige aussi de penser depuis les marges : les langues et cultures subalternes (africaines, asiatiques, autochtones) doivent devenir des laboratoires d'innovation politique et économique.

En somme, ce texte ne clôt pas un débat, mais ouvre un chantier : celui d'une décolonisation radicale qui lie émancipation cognitive, refondation des institutions et résistance aux nouvelles formes de colonialisme technologique. Il invite à cultiver des « natures propres » – des manières de vivre et de penser plurielles – pour échapper à l'universel falsifié de l'Occident et à ses prisons linguistiques.

«La décolonisation sera révolutionnaire ou ne sera pas.»

Notes :

1https://theconversation.com/curtis-yarvin-ideologue-du-trumpisme-et-de-la-fin-de-la-democratie-251590
2Sur le concept de gouvernementalité algorithmique voir les travaux des deux interviewés. https://www.mediathèque.be/focus/gouvernementalite-algorithmique-3-questions-antoINETTE-rouvroy-et-hugues-bersini/?3Voir en particulier les travaux de Iera Boroditsky. Par exemple How Language Shapes Thought, The languages we speak affect our perceptions of the world. http://iera.ucsd.edu/papers/sci-am-2011.pdf

Constantine-Alger

Remise en service de la ligne ferroviaire



Le coup d'envoi officiel de la remise en service de la ligne ferroviaire de transport de voyageurs entre Constantine et Alger a été donné jeudi par le wali, de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, en présence du directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Adj Bouaouni.

Le transport ferroviaire de voyageurs assurant cette desserte en aller-retour a repris jeudi après une interruption de sept ans (depuis 2018), a-t-on rappelé.

Dans une déclaration à la presse, le wali, qualifiant cette réouverture d'"acquis de première importance pour les habitants de la wilaya", a mis l'accent sur son impact car permettant selon lui de "fluidifier les déplacements avec confort et gain de temps".

Cette ligne ferroviaire sera "prochainement" renforcée par

d'autres trains qui seront mis en service dans le cadre du programme national portant acquisition d'équipements de transport de voyageurs par rail, a indiqué, M. Sayouda qui a mis l'accent sur l'importance de l'opération dans l'amélioration de la qualité du transport public.

De son côté le DG de la SNTF qui a salué la réactivation de cette ligne ferroviaire, a rappelé que les efforts étaient en cours pour relier Constantine à tous le réseau national de la voie ferrée.

Il a indiqué que dans le cadre du programme national de réhabilitation, d'entretien et de renouvellement et de modernisation des infrastructures ferroviaires existantes, pour un budget de plus de 41 milliards DA, des tronçons ferroviaires traversant Constantine seront ciblés (à titre d'exemple l'entretien de la voie

ferrée El Gourzi-Constantine et Constantine-Zighoud Youcef où des déraillements sont signalés).

A cette occasion, M. Sayouda a supervisé avec le DG de la SNTF l'ouverture de trois stations réalisées à Daksi Abdeslem, El Gammas (Constantine) et El Mouzina (El Khroub), dans le cadre de la circulation de train de banlieue. Le DG de la SNTF a indiqué que les efforts se poursuivent pour que le train de banlieue de Constantine soit électrifié.

Selon le programme établi par la SNTF, les dessertes entre Constantine et Alger ont été organisées à raison de trois départs de Constantine programmés dimanche, mardi et jeudi de la gare ferroviaire de Constantine vers Alger (gare d'Agha) avec un arrêt à Bordj Bou Arreridj et samedi, lundi et mercredi le départ d'Alger vers Constantine avec le même itinéraire.

Constantine

Eradication de l'habitat précaire: des logements attribués

Les clés de 1.226 logements inscrits dans le cadre du programme de l'éradication de l'habitat précaire dans la wilaya de Constantine ont été remises à leurs bénéficiaires.

La cérémonie de distribution de ce quota s'est déroulée mercredi soir sous la supervision du wali, Abdelkhalek Sayouda, en présence des autorités locales civile et militaire à la mosquée Emir

Abdelkader de la ville de Constantine à l'occasion de la célébration de « Leilat El-Qadr ».

Dans une déclaration à l'APS, le chef de daïra de Constantine, M. Abdelwahab Berkan, a affirmé que "l'opération représente la dernière étape du dossier de l'éradication de l'habitat précaire et un pas important dans le processus de développement social et urbain dans cette wilaya".

Il convient de noter que ces logements sont réalisés à l'extension de l'unité de voisinage UV 14 dans la circonscription administrative d'Ali Mendjeli. Ceci s'inscrit dans le cadre du programme national visant à éliminer les habitations précaires, pour lequel les autorités locales ont mobilisé tous les moyens nécessaires pour assurer son succès.

Batna

Deux individus en détention provisoire pour spéculation

Le juge d'instruction près le tribunal de Batna a ordonné, jeudi, le placement en détention provisoire de deux individus impliqués dans une affaire de spéculation illégale sur du lait en poudre initialement destiné à la production de lait subventionné, a indiqué un communiqué du Parquet près le tribunal de Batna.

"Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le parquet près le tribunal de Batna informe le public que le 25 mars 2025, à 22 heures, et dans le cadre de la lutte contre le

délit de spéculation illégale, un camion appartenant à une laiterie locale et transportant une quantité de lait en poudre d'origine étrangère, destinée initialement à la production de lait subventionné, a été intercepté, précise la même source, ajoutant que les enquêtes menées à la laiterie ont révélé un manque important et injustifié de ce produit, estimé à 40,7 quintaux, qui étaient destinés à la spéculation illégale".

Les deux suspects, (M.R.), le propriétaire de la laiterie, et (B.L.H.), le chauffeur, ont été arrêtés et présentés devant le parquet le 27 mars

2025 pour spéculation illégale sur le lait, pratiques commerciales frauduleuses avec falsification de documents de comptabilité et détournement de marchandises de leur destination initiale.

Les mis en cause ont été entendus par le juge d'instruction qui a ordonné leur placement en détention provisoire, précise la même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
29 ramadhan 1446				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h11	12h53	16h25	19h11	20h31

Médéa

Le projet de dédoublement d'un tronçon de la RN 18 bientôt livré

Le projet de dédoublement d'un tronçon de la route nationale N 18 reliant Sidi-Naâmane et Beni-Slimane, à l'est de Médéa, sera livré, au plus tard, au mois de juillet, a indiqué, jeudi, le directeur local des travaux publics.

D'un linéaire de 23 km, ce projet routier est scindé en deux sections, la première d'une longueur de 13 km va de Sidi-Naâmane jusqu'à l'entrée de la commune de Beni-Slimane, alors que la seconde section, d'un linéaire de 10 km, fait la jonction entre le chef-lieu de la commune de Beni-Slimane et les localités de l'est de Médéa et de la wilaya de Bouira, a fait savoir le directeur des travaux publics, Mohamed Hellal.

Les deux sections, qui sont ac-

tuellement en cours de réalisation, seront livrées au secteur des travaux publics au mois de juillet, sauf retard imprévu, a précisé le même responsable qui rappelle que le dédoublement du tronçon Sidi Naâmane-Beni Slimane garantira un accès rapide pour les automobilistes transitant par ces localités vers l'autoroute nord, grâce à la pénétrante de la ville de Berrouaghia.

Une enveloppe financière de l'ordre de huit milliards de dinars a été injectée dans ce projet appelé à assurer une meilleure fluidité du trafic routier et booster l'activité économique et commerciale au niveau de cette partie est de la wilaya de Médéa, a-t-il précisé.

Bouira

Remise des clés de 137 logements sociaux

Les clés de 137 logements sociaux ont été attribuées jeudi à leurs bénéficiaires à Sour El Ghouzlane et M'Chedallah. Une cérémonie de remise des clés présidée par le wali Abdelkrim Laâmouri, en compagnie d'autres responsables locaux, a été organisée à cet effet à l'Institut national de la Formation professionnelle Mohamed Kebabi.

Selon les détails fournis par les responsables locaux du secteur de l'habitat, 35 ces logements publics-locatifs (sociaux) ont été réalisés dans les communes de Maâmoura,

Dechmia, et Sour El Ghouzlane, relevant de la Daira de Sour El Ghouzlane, alors que 102 autres unités de la même formule, ont été réalisées dans les communes d'Ahnif (53), Aghbalou (49). Ce programme a été réalisé dans le cadre des mesures visant à éradiquer l'habitat précaire et améliorer le tissu urbain des villes de la wilaya de Bouira. Il s'agit de la 84e opération de distribution de logements sociaux, dont 28 opérations concernent l'éradication de l'habitat précaire à travers les différentes communes de la wilaya.

Sétif

Un mort et 7 blessés dans un carambolage

Une personne a trouvé la mort et 7 autres ont été blessées dans un carambolage, impliquant 3 véhicules, survenu jeudi dans la commune d'Ain Arnat, a appris l'APS auprès de la Protection civile.

Le commandant Ahmed Lamamra, responsable de la communication à la direction de wilaya de ce corps constitué, a indiqué que l'unité de la Protection civile d'Ain Arnat est "intervenu à la suite d'un grave accident de la circulation impliquant un véhicule de tourisme, un taxi et un poids lourd, survenu sur la voie de contournement entre la cité El Bez et l'aéroport du 8-Mai

1945, sur le territoire de la commune d'Ain Arnat, causant le décès d'une personne de 66 ans et occasionnant des blessures à 7 autres (3 hommes, 3 enfants et 1 femme) âgées entre 3 et 45 ans, dont 3 sont grièvement blessées".

Les éléments de la Protection civile ont prodigué les premiers secours aux blessés sur le lieu de l'accident avant de les évacuer en urgence au Centre hospitalo-universitaire de Sétif.

Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

El Oued

Près de 6 quintaux de gâteaux traditionnels saisis

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'El Oued ont saisi près de six (6) quintaux de gâteaux traditionnels ne répondant pas aux conditions minimales d'hygiène et de conservation, indique, jeudi, un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre de la préservation de la santé publique et de la protection du consommateur durant le mois de Ramadhan, les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El Oued ont procédé à la saisie de près de 6 quintaux de gâteaux traditionnels de type

Qalb Louz", précise le communiqué.

L'opération a eu lieu lors d'une patrouille menée par les membres de la brigade territoriale de la GN de Reguiba, au cours de laquelle "un véhicule utilitaire en très mauvais état a été intercepté. La fouille du véhicule a permis de découvrir une quantité importante de près de 6 quintaux de gâteaux traditionnels de type Qalb Louz, sans le moindre respect des règles d'hygiène et de conservation. Le conducteur a été conduit, avec son véhicule, au siège de la brigade pour poursuivre l'enquête". "Le conducteur a été verbalisé pour non-respect des conditions d'hygiène et les gâteaux traditionnels saisis ont été détruits en coordination avec les services du commerce de Guemar", conclut le communiqué.



En attendant l'attribution de 6.300 unités le 05 juillet prochain 1.027 logements distribués depuis le début de l'année à Oran

D. B.

Depuis le début de l'année en cours, 1.027 logements ont déjà été attribués dans la wilaya d'Oran dont 747 logements publics locatifs et 280 logements location/vente (AADL) selon un récent bilan établi par les services de la wilaya. Avant la fin de cette année il est prévu la distribution de 11.144 logements dans différentes formules, ont indiqué il y a quelques jours les mêmes services. A ce titre, les services de la direction de l'habitat ont souligné, lors d'une réunion du conseil exécutif présidée par le wali d'Oran, Samir Chibani, que ce quota de logements comprend 9.298 logements publics locatifs, dont 2.150 unités destinées à la résorption de l'habitat précaire, 1.046 de la formule de logement promotionnel aidé LPA et 800 unités sous forme de location/vente (AADL). Dans ce cadre, un calendrier de distribution de ces logements a été établi, avec la remise de 6.340 unités dans diverses formules à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeu-

nesse et de 1.294 logements à l'occasion de la commémoration du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale, a-t-on fait savoir. Dans ce contexte, quelque 1.500 logements sociaux seront attribués cet été aux postulants de la formule à points de la daïra d'Oran, indiquent les services de la wilaya. Ce quota fait partie de plus de 6.300 logements toutes formules confondues qui seront distribués le 05 juillet prochain à l'occasion de la fête de l'indépendance. Outre la daïra d'Oran, les postulants de la même formule dans d'autres communes, notamment Oued Tlélat, Tafraoui, Boufatis... bénéficieront de quotas de logement sociaux. Il y a quelques jours, le wali d'Oran M. Samir Chibani avait indiqué que plus de 6.300 logements relevant des différentes formules devront être distribués dans la wilaya d'Oran, à l'occasion de la commémoration du 63^e anniversaire de l'indépendance et de la Fête de la jeunesse.

A la faveur de cette opération, la daïra d'Oran bénéficiera de 1.500 logements publics locatifs, destinés aux postulants des dossiers à points, 1.000 unités similai-

res à Oued Tlélat, 400 unités pour la commune de Oued Tlélat, ainsi que 100 unités pour les communes de Tafraoui, Boufatis, El-Braya et d'autres communes. Selon le chef de l'exécutif, l'ensemble des logements publics locatifs gérés par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) sont achevés et sont actuellement dans la phase de finition extérieure, comprenant la réalisation de trottoirs, de routes, de l'éclairage public et des aires de jeux pour enfants. Par ailleurs, les opérations de relogement initiées durant l'année 2024 ont permis aux services de la wilaya d'attribuer près de 5.000 logements toutes formules confondues et d'éradiquer d'importantes poches d'habitats illicites. Selon un récent bilan des services de la wilaya, ce quota vient s'ajouter à plus de 30.000 unités distribuées ces dernières années à Oran.

Aussi quatre grands bidonvilles ont été rasés et un important portefeuille foncier récupéré. Avec le relogement de près de 3.000 familles le 1^{er} novembre dernier, la wilaya d'Oran aura distribué près de 5.000 logements toutes formules confondues.

Un plan spécial Aïd El Fitr La police et la gendarmerie renforcent leur dispositif de sécurité



K. Assia

Le dispositif de sécurité déployé à l'occasion de l'Aïd El Fitr 2025 par les services de la sûreté et ceux du groupement de la gendarmerie a été renforcé. En effet, un plan spécial a été mis en place par la sûreté d'Oran, afin de garantir la sécurité des citoyens au niveau de son territoire de compétence. Des moyens humains et matériels ont été mobilisés pour garantir une meilleure couverture sécuritaire avec des unités en civil et en uniforme équipées de matériels et d'équipements modernes déployés à l'occasion de ces trois jours de fête. Le but est de sécuriser les biens et les personnes, assurer une fluidité du trafic routier et lutter contre la criminalité, sous toutes ses formes.

Ce plan prévoit plusieurs missions confiées aux services opérationnels à travers la mise en place des différents dispositifs de sé-

curité à l'image des patrouilles pédestres et motorisées au niveau des lieux à forte affluence à savoir les mosquées, les gares de transport public, les places publiques, les cimetières, les marchés.

Le dispositif porte aussi sur la coordination entre les unités opérationnelles sur le terrain et les salles des opérations, notamment les caméras de surveillance. L'occasion sera de renforcer le travail de proximité à travers des campagnes de sensibilisation et de prévention contre le fléau de la route, la mauvaise utilisation de l'internet et tant d'autres phénomènes. Outre la lutte contre la criminalité et la délinquance, les policiers se pencheront sur l'autre volet qui est la sécurité routière.

Il est question de renforcer les axes routiers par des agents de régulation de la circulation routière, des patrouilles sur les principaux axes routiers pour sensibiliser, in-

former et orienter les usagers de la route, réprimer les auteurs d'infractions graves, avec la mobilisation de l'équipe chargée des radars. Un numéro vert le «1548» a été mis en place pour venir en aide, orienter et permettre à la population de dénoncer tout délit ou infraction.

De son côté, le groupement de la gendarmerie d'Oran a instauré un plan spécial Aïd El Fitr. Ce dispositif vient dans la continuité des actions menées durant tout le Ramadan pour la protection des individus et des biens.

Dans ce registre, on saura que toutes les mesures de sécurité ont été prises via des formations fixes et mobiles mobilisées (24h/24h) et l'ensemble des unités de la gendarmerie seront impliquées dans le renforcement de ce dispositif. Un numéro vert le 1055 et le site de pré-plaintes et renseignements en ligne sont mis à la disposition de la population.

Bilan des projets européens 2020-2025 L'USTO-MB au cœur de l'innovation scientifique et du développement

J. Boukraa

Fidèle à sa mission d'excellence et d'ouverture, l'Université des sciences et de la technologie d'Oran - Mohamed Boudiaf (USTO-MB) ne cesse d'évoluer pour s'adapter aux enjeux de la recherche et de l'innovation à l'échelle mondiale. Par le biais de partenariats stratégiques et de projets ambitieux, elle modernise ses infrastructures, développe de nouvelles méthodologies pédagogiques et renforce son engagement pour un avenir durable. Forte de ses collaborations avec de grandes institutions européennes et internationales, l'USTO-MB œuvre pour une université inclusive, connectée et ancrée dans le progrès scientifique. Selon un bilan communiqué par cette université, les dernières années, l'USTO-MB a bénéficié du soutien de l'Union européenne et de divers programmes de coopération européenne et d'autres institutions internationales, qui ont favorisé des avancées majeures dans les domaines suivants: digitalisation, inclusion, gouvernance, enseignement des langues et développement durable.

Dans ce cadre, grâce aux projets Erasmus + CBHE, l'USTO-MB a consolidé son expertise à travers des initiatives phares comme InSIDE, qui facilite l'apprentissage à distance pour les étudiants en situation de handicap ; ESAGOV, qui optimise la gouvernance universitaire en adoptant des standards internationaux ; EL@N, qui transforme l'enseignement des langues par le biais de technologies éducatives avancées et DI-

GITAQ, qui révolutionne la gestion des données et l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur. L'université met également l'accent sur des projets innovants en matière de durabilité et de recherche appliquée : comme SCALA-MEDI, qui étudie la résilience des races ovines et avicoles face au changement climatique et POWER4MED, qui développe des carburants écologiques pour le secteur maritime. D'autre part, le programme TASSILI PHC joue un rôle clé dans la mobilité des chercheurs et doctorants entre l'Algérie et l'Europe, favorisant des travaux de recherche avancés en biotechnologie, sciences environnementales et génétique. Pour l'année 2025, l'USTO-MB poursuit son développement à travers de nouveaux projets prometteurs à l'instar de GREENMEDPORTS, visant la transition écologique des infrastructures portuaires en Méditerranée ; SHARE 4MED, dédié à la préservation et à la gestion durable des ressources maritimes ; PHYSIE, axé sur l'amélioration des compétences en physique appliquée et en innovation pédagogique et ROLSE-CBUILDZ, qui introduit des technologies modernes pour repenser l'ingénierie du bâtiment. Grâce à une vision stratégique et à des collaborations fructueuses, l'université se positionne comme un acteur majeur du développement scientifique et technologique, tant en Algérie qu'à l'international. De son côté, le professeur émérite Hammou Ahmed, recteur de l'USTO-MB, salue l'implication de la communauté universitaire dans ces dynamiques de progrès.

Elle permet de connaître les commerçants réquisitionnés Lancement hier d'une application numérique

K. Assia

Une nouvelle application numérique baptisée «MOURAFIK COM» est lancée depuis hier vendredi par la direction régionale du commerce d'Oran qui coiffe cinq wilayas de l'Ouest (Oran, Mostaganem, Sidi Bel Abbès, Tlemcen et Aïn Témouchent) et ce en prévision de la fête de l'Aïd El Fitr. Celle-ci donne des informations précises sur les commerçants réquisitionnés pour la permanence lors de cette fête religieuse. Il s'agit d'une application nationale téléchargeable sur Play Store de sorte qu'elle permet au citoyen de connaître tous les magasins ouverts dans le périmètre de son domicile, de signaler instantanément les contrevenants, qu'il s'agisse des commerçants n'ayant pas observé la permanence ou de ceux qui l'ont observé mais n'offrent pas les produits nécessaires. Ces nouvelles dispositions relatives au système de permanence concernent désormais toutes les fêtes religieuses et aussi nationales et s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère du Commerce visant à renforcer la numérisation du secteur.

Le citoyen peut à partir de chez lui retrouver facilement les magasins ouverts les jours fériés et aussi signaler le non-respect de ce système de

permanence. La direction régionale du commerce a appelé les commerçants à respecter le programme des permanences et de répondre aux besoins de la population. Notons qu'une liste de plus de 7.000 commerçants a été élaborée afin d'assurer la permanence durant les jours de fête, au niveau des cinq wilayas de l'Ouest.

Celle-ci a été faite en fonction de l'activité socio-économique des quartiers et des zones de chaque wilaya. Elle précise la nature de l'activité, à l'exemple des boulangeries, des boucheries, minoteries, laiteries et supérettes, et a été approuvée par les services de chaque wilaya. Elle comprend plus de 3.500 commerçants activant dans l'alimentation générale, les fruits et les légumes, plus de 700 boulangers, 23 laiteries, 56 minoteries, deux unités d'eau minérale et près de 20000 commerces prestataires de service.

Toute pratique spéculative pouvant générer des désagréments aux consommateurs peut entraîner des sanctions allant jusqu'à la fermeture des commerces. Des amendes allant de 30.000 dinars à 200 000 dinars seront dressées à l'encontre des contrevenants. Un appel est lancé à tous les commerçants de respecter ces dispositions afin de ne pas pénaliser la population.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

29 ramadhan 1446

El Fedjr 05h28	Dohr 13h08	Assar 16h41	Maghreb 19h27	Icha 20h46
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Sidi Bel-Abbès, Tiaret Près de 30 kg de kif saisis, quatre arrestations



Les services de police de Sidi Bel-Abbès ont démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de drogue et arrêté deux personnes, avec la saisie de près de 20 kg de kif traité, a-t-on indiqué, jeudi, auprès de la direction de la sûreté de la wilaya.

La cellule de communication a précisé que l'opération, menée cette semaine par les membres de la brigade mobile de la police judiciaire de Sidi Bel-Abbès, fait suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles une personne stockait une quantité de drogue (kif traité) dans un entrepôt pour la revendre dans la ville de Sidi Bel-Abbès.

Un plan a été mis en œuvre conduisant à l'interpellation du suspect et la saisie de la quantité de dro-

gue précitée ainsi qu'une somme de 1,6 million DA. Dans le cadre de l'enquête, le partenaire du principal suspect a également été arrêté, selon la même source.

Après l'achèvement de toutes les étapes de l'enquête, les deux suspects ont été présentés devant le procureur compétent, indique-t-on.

Dans la wilaya de Tiaret, les services de police ont saisi dernièrement plus de 9 kg de kif traité et arrêté deux personnes, a-t-on indiqué jeudi auprès de la direction de la sûreté de la wilaya.

Cette affaire a été prise en charge par les membres de la brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire de la wilaya, suite à l'exploitation d'informations, selon lesquelles deux individus tentaient d'in-

troduire une quantité de drogue en provenance d'une wilaya de l'Ouest du pays vers la wilaya de Tiaret, pour la revendre.

En coordination avec les autorités judiciaires compétentes, les suspects ont été interpellés à bord d'un véhicule à l'une des entrées du chef-lieu de la wilaya.

La fouille minutieuse du véhicule a permis de découvrir 9,145 kg de kif traité à l'intérieur, ainsi qu'une somme d'argent de 650.000 dinars, provenant des revenus du trafic de ces substances.

Les deux individus ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tiaret pour des faits de possession et de transport de drogues (kif traité) en vue de les revendre, selon la même source.

Mascara Saisie de fausse monnaie, une arrestation

Belkecir Mohamed

Un individu a été interpellé dans la localité de Froha par la police judiciaire. Le mis en cause a été appréhendé dans une ruelle, alors

qu'il quittait son domicile. Une fouille corporelle a permis de découvrir dans ses poches une somme de 24.000 DA en coupures de 2.000 DA dont cinq billets falsifiés. Les enquêteurs ont perquisitionné son domici-

le et mis la main sur un sachet contenant 526.000 DA et ont saisi un micro-ordinateur portable. Pour atteinte à l'économie nationale, l'individu, âgé de 26 ans, a été présenté à la justice.

El-Bayadh Vers l'extension du projet du Barrage vert

Le groupe de la wilaya chargée de la réhabilitation du projet du Barrage vert, a été installé récemment à El Bayadh, dans le cadre d'un effort conjoint impliquant plusieurs acteurs pour y contribuer, a-t-on appris de la direction locale de l'Environnement.

Selon la même source et dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération et de partenariat entre le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie et les Scouts musulmans algériens (SMA), l'installation de cette équipe a eu lieu la semaine dernière à l'annexe de l'Institut national des formations environnementales d'El-Bayadh.

Cette équipe regroupe les représentants de la direction de l'Environnement, du Commissariat de

wilaya, ainsi que de la Conservation des forêts.

Ce groupe de travail contribuera aux campagnes et aux actions de volontariat de reboisement, avec la participation des volontaires des Scouts musulmans algériens, dans le cadre des efforts en cours pour réhabiliter et étendre le projet du Barrage vert, lutter contre la désertification et préserver la biodiversité, a-t-on indiqué.

Dans ce contexte et dans le cadre des campagnes de plantation forestière, inscrites dans l'initiative nationale de reboisement lancée par l'Institut national des formations environnementales sous le slogan «Ensemble, protégeons et restaurons les terres forestières», la wilaya a bénéficié de 600 plants.

Tissemsilt Un mort et six blessés dans une collision

Une personne est décédée et six autres ont été blessées dans un accident de la route survenu dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile.

Selon le responsable de la communication à la direction, Bentoumi Abdelghani, l'accident s'est produit dans la nuit de mercredi sur le che-

min de wilaya n 15 (CW 15) dans la commune de Tissemsilt, suite à une collision entre deux voitures, faisant un mort sur place et six blessés, dont certaines graves.

Les éléments de la Protection civile de Tissemsilt sont intervenus pour prodiguer les premiers soins aux blessés, âgés de 14 à 52 ans, avant de les évacuer vers le servi-

ce des urgences de l'hôpital de la ville.

Le corps de la personne décédée a été transféré à la morgue du même établissement hospitalier, indique-t-on.

Par ailleurs, les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

Tiaret L'artiste Hamza Feghouli n'est plus

L'artiste Hamza Feghouli, connu pour son personnage comique «Mama Messaouda», est décédé, vendredi, des suites d'une longue maladie, à l'âge de 86 ans, a-t-on appris auprès de son entourage.

Né en 1938 à Tiaret, le défunt était l'un des comédiens les plus célèbres en Algérie, connu pour son rôle de «Mama Messaouda», dans le duo comique avec le défunt artiste Raouf Ikkache, connu sous le nom artistique de «Hdidouane», durant les années 1970 et 1980.

Il était également célèbre pour son personnage «Kouider Zeddou», un rôle comique qu'il a brillamment incarné dans le film «Le Clandestin» (1989) de Benamar Bakhti. Il a également participé à d'autres films cinématographiques tels que «L'honneur de la tribu» (1993) de Mahmoud Zemmouri, et «Moritori» (2007) de Okacha Touita, entre autres, ainsi qu'à des productions télévisées dont le feuilleton «Kayd Zaman» et les sitcoms «Dar Djiran», «Bodho» et «Café Mimoun».

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses sincères condoléan-

ces et exprimé sa profonde compassion à la famille de l'artiste Hamza Feghouli.

«Avec un cœur résigné à la volonté d'Allah, le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a appris la triste nouvelle de la disparition de l'artiste Hamza Feghouli, puisse Allah Tout-Puissant lui accorder Sa sainte miséricorde et l'accueillir dans Son vaste paradis», lit-on dans le message de condoléances.

«En cette douloureuse épreuve, Monsieur le président de la République présente ses sincères condoléances et exprime sa profonde compassion à la famille du défunt, ainsi qu'à l'ensemble de la famille artistique et culturelle, suite au décès de l'une de ses figures les plus marquantes, qui a marqué de son empreinte les esprits des Algériens durant plusieurs décennies, grâce à son talent immortalisé dans des œuvres artistiques profondément gravées dans nos mémoires, apportant de la joie au public, notamment dans les moments difficiles, se distinguant ainsi de par sa place de choix parmi les artistes et l'ensemble des Algériens», a-t-il ajouté.

Cinq morts dans des accidents de la route

El-Houari Dilmi

La route continue de tuer dans la wilaya de Tiaret. Trois personnes, âgées entre 22 et 56 ans, ont péri dans la collision entre deux véhicules légers sur la RN N°14 au lieu-dit «chantier de l'alpha» dans la commune de Ain Hadid, daïra de Frenda, apprend-on de la direction de la protection civile.

Les corps des trois victimes ont été transportés à la morgue de l'hôpital de Frenda, ainsi que sept (07) blessés admis au sein du même établissement hospitalier. A quelques heures d'intervalle, un autre drame routier s'est produit sur la RN N°14 entre un bus

de transport de voyageurs et un véhicule léger au lieu-dit «Mecharef» dans la commune de Mechraâ Sfa. Le sinistre a causé des blessures d'inégale gravité à six personnes, transportés vers l'hôpital «Youssef Damardji» de Tiaret. La veille, le dérapage d'un véhicule sur la route de Medrissa a causé la mort d'une personne âgée de 35 ans et deux blessés, évacués vers l'hôpital «Mimouni Tahar» de Sougueur.

Dans la même commune de Medroussa, un motocycliste, heurté par un véhicule, a été tué sur le coup et son passager grièvement blessé. Le corps de la victime et le blessé ont été transportés à la polyclinique locale.

La pièce «costume officiel» fait un tabac

Il y avait du monde mercredi soir à la maison de la culture «Ali Maâchi». Célébrant la Journée mondiale du théâtre correspondant au 27 mars de chaque année, l'association culturelle «Derb El Mawaheb» a proposé une pièce de très bonne facture au nombreux public présent, à leur tête le wali, accompagné des autorités civiles et militaires. Réalisé par le très inspiré Mustapha Yahiaoui, la pièce «Bedla rasmia», magnifiquement interprétée par des comédiens de grand talent à l'image de Bouazza Brahim, Djelouat Mohamed et autre Hadj Messaoud M'hamed, a charmé le public au point que le spectacle a été quelque peu perturbé par de longs applaudissements. Déjà lauréate du prix de la meilleure interprétation masculine lors des dernières Journées internationales du théâtre à Tindouf, la pièce «Bedla rasmia» dépeint un tableau d'une réalité saisissante sur le rapport pouvoir-responsabilité envers les

autres. L'ivresse du pouvoir et ses nombreuses «tares collatérales» comme la corruption, le clientélisme et autres passe-droits, sont dépeints sur un ton humoristique certes mais d'une gravité qui interpelle les consciences. Les acteurs ont admirablement évolué sur les tréteaux, alternant rires et larmes, un dialogue travaillé et des situations des plus cocasses. Rehaussée par une musique adaptée sous la baguette de Djilali Slimane, un son et un éclairage parfaits, le public, le temps d'une belle soirée ramadhanesque, a vécu des moments emplies d'émotion et de plaisir pur.

Il faut croire que l'art des tréteaux s'éveille dans la capitale des Hauts plateaux de l'ouest. Une belle occasion pour les artistes locaux de demander au wali de réactiver les projets du théâtre régional et l'école des beaux-arts. Le premier responsable de la wilaya a promis d'en faire «l'une de ses priorités».

El-Houari Dilmi

Lesotho**Une fabrique de jeans tremble face à Trump**

Dans cette usine suffocante du Lesotho, pays africain «inconnu» selon le président américain Donald Trump, des rangées d'ouvriers sont penchés sur des machines à coudre qui tournent à plein régime, produisant des piles de jeans à destination du monde entier.

Achetez un vêtement de sport chez le géant américain Walmart ou un short en denim auprès de la chaîne sud-africaine Mr Price, il y a de fortes chances qu'il ait été cousu dans cette fabrique de la capitale Maseru, qui compte 400 employés. De taille modeste par rapport aux puissances textiles comme le Bangladesh et la Chine, l'industrie du vêtement de ce royaume montagneux voisin de l'Afrique du Sud est le plus gros employeur, avec plus de 35.000 salariés selon les chiffres officiels.

Ils s'inquiètent pour leur avenir depuis les commentaires désobligeants de M. Trump au début du mois, qui a qualifié le Lesotho de «pays dont personne n'a jamais entendu parler» en défendant ses coupes sombres dans l'aide au développement. «Je n'avais pas de mots. A ses yeux, nous sommes inutiles», confie à l'AFP Motlatsi Marou, en sueur alors qu'il repasse un pantalon prêt à être emballé.

Cet homme élané de 33 ans travaille dans l'entreprise Afri-Expo Textiles depuis deux ans, sa plus longue période d'emploi stable.

La directrice de production, Malerai Snay Mosotho, 30 ans, a été sidérée aussi: «Ca m'a



fait de la peine, parce que nous faisons du bon boulot», dit-elle, pessimiste sur l'avenir des relations entre Maseru et Washington.

Ces craintes sont alimentées par les diverses décisions de M. Trump d'imposer des droits de douane et une politique de «l'Amérique d'abord», déstabilisante pour ses partenaires.

«FORTE INCERTITUDE»

Surnommé le «royaume dans le ciel» en raison de son altitude, ce pays grand comme la Belgique comptant 2,3 millions d'habitants, est tributaire des exportations, principalement sous

la forme de produits textiles destinés aux Etats-Unis. Ces vêtements sont ainsi expédiés sur plus de 15.000 kilomètres dans le cadre de l'AGOA, un accord offrant des conditions d'exportation préférentielles à de nombreux pays africains.

Dans ce cadre, le Lesotho se situe derrière le Kenya, l'Afrique du Sud et Madagascar en termes d'exportations non pétrolières vers les Etats-Unis, ce qui lui a rapporté 167 millions de dollars (155 millions d'euros) en 2023.

L'accord, entré en vigueur en 2000, doit être réexaminé en septembre.

«Si l'AGOA est supprimé, l'impact sera immédiat sur l'économie car cela pourrait signifier la

perte d'emplois pour 30.000 à 40.000 personnes», a déclaré à l'AFP le roi Letsie III dans son palais de Matsieng, près de la capitale.

Selon la Banque mondiale, le chômage s'élevait à près de 25% en 2023.

Pour Malira Sekonyela, responsable commerce à la Lesotho National Development Corporation (LNDC), toute rupture de l'accord commercial aurait de profondes répercussions sur tous les secteurs de l'économie.

«Il y a encore beaucoup d'incertitudes» avec cette «nouvelle administration», dit-elle, soulignant que le textile dans son pays a déjà perdu, à lui seul, plus de 1.800 emplois l'an dernier en raison de la baisse de la demande américaine.

«RÉVEIL» BRUTAL»

«C'est difficile de trouver du travail», soupire Karabelo Magapalla, qui marque des jeans pour les découper. Embauchée en septembre, cette jeune femme de 23 ans gagne l'équivalent de neuf euros par jour pour un travail qu'elle qualifie de «stressant et déprimant».

Mais au moins, cette orpheline ne fait vivre que sa grand-mère, contrairement à d'autres, souligne-t-elle, qui subviennent aux besoins d'une constellation de proches. L'attitude dédaigneuse de Trump à l'égard du Lesotho a «réveillé» l'industrie textile, note Teboho Kobeli, qui a fondé Afri-Expo Textiles en 2016.

Les pays africains doivent envoyer des délégations fortes pour renégocier l'AGOA et explorer activement les marchés inexploités, en particulier en Europe, plaide l'homme d'affaires.

«L'ère des mendiants, qui obtiennent des choses pour rien, est révolue», dit-il.

Au salon de l'électronique de Shanghai

Des exposants aspirent à la coopération internationale



Les professionnels réunis au Semicon, salon des puces électroniques de Shanghai, aspirent à une plus grande coopération entre le secteur chinois et le reste du monde, malgré les tensions commerciales croissantes avec Washington.

Les visiteurs se sont pressés dès l'ouverture mercredi, au milieu des haut-parleurs et des bannières lumineuses.

Si les exposants chinois vantent leurs listes de clients étrangers, l'un d'eux proclamant même son désir d'«inviter sincèrement un agent étranger», des signes de malaise transparaissent, plusieurs entreprises chinoises et une européenne confiant à l'AFP que la question des restrictions sur le commerce des semi-conducteurs en Chine était trop sensible pour être discutée.

«Les limitations imposées par les Etats-Unis ont un certain impact sur nous», reconnaît

Zhou Dongdong, chef de produit de l'équipementier Wuxi Evergrand Electronic Scientific Technology. Il estime cependant que ces restrictions pourraient inciter la chaîne d'approvisionnement en puces de la Chine à effectuer «des percées».

En plein essor, elle a subi ces dernières années la pression des Etats-Unis et de certains gouvernements européens, Washington mettant sur liste noire des dizaines d'entreprises cette semaine pour des raisons de sécurité nationale.

Donald Trump souhaite intensifier les restrictions commerciales imposées aux sociétés chinoises de puces électroniques et presse ses alliés de restreindre eux aussi leurs activités avec Pékin, qui depuis quelques années veut devenir autonome en semi-conducteurs, via des milliards de dollars abondés à un fonds d'investissements spécialisés. «Notre rêve est de nous dé-

velopper au niveau mondial» et «à l'avenir, nous pourrions avoir besoin de coopération dans toute la chaîne industrielle mondiale», déclare à l'AFP Xiao Jincheng, cofondateur de l'équipementier Suzhou Zunheng Semiconductor Technology.

Son sentiment est partagé par Ram Trichur, spécialiste du secteur chez le groupe allemand Henkel: «l'innovation dans le domaine des semi-conducteurs ne peut se faire de manière isolée» et tout l'écosystème doit coopérer «pour être productif», relève-t-il.

Selon lui, les difficultés rencontrées par les entreprises chinoises pourraient avoir pour effet de «catalyser leur innovation afin de réaliser des gains importants dans les technologies de pointe».

Les puces électroniques ont envahi tous les domaines, des réfrigérateurs aux aspirateurs en passant par les smartphones et les véhicules électriques, occupant aujourd'hui une place cruciale dans l'économie mondiale. La montée en puissance chinoise dans l'IA, grosse consommatrice de puces, a été illustrée par la start-up chinoise Deep Seek, dont l'interface R1, lancée en janvier, a démontré des performances similaires aux grands modèles malgré des moyens financiers et techniques nettement moindres. Ce succès a aussi suggéré que les restrictions américaines n'ont pas été entièrement couronnées de succès. Pourtant les fabricants de puces électroniques chinois font face à des difficultés. SMIC, leader du secteur dans le pays, a annoncé en février un bénéfice 2024 quasiment divisé par deux à 492,7 millions de dollars (456,6 millions d'euros), malgré un chiffre d'affaires de 8 milliards, en hausse d'un tiers.

Automobile

La promesse de taxes américaines punitives déroute partenaires commerciaux et constructeurs



La volonté du président Trump d'imposer dès la semaine prochaine des taxes punitives sur les voitures importées aux Etats-Unis suscite la stupeur de ses partenaires commerciaux et percute toute une industrie.

Donald Trump a annoncé qu'il imposerait à partir du 3 avril 25% de droits de douane additionnels non seulement sur les voitures fabriquées en dehors des Etats-Unis, mais aussi sur «certaines» pièces détachées qui composent les véhicules assemblés sur le sol américain.

Foudroyée, la fédération des constructeurs automobiles allemands, gros pourvoyeurs de luxueuses berlines pour le marché américain, a déploré «un signal fatal pour le libre-échange». Berlin a appelé l'Union européenne à une réaction «ferme». Et Paris, par la voix du président Emmanuel Macron, «espère (...) que le président Trump pourra revenir sur cette décision».

Pour Tokyo, «toutes les options sont sur la table» désormais.

Le Premier ministre canadien Mark Carney a dénoncé «une attaque directe». Et le Mexique a dit chercher «un traitement préférentiel» pour éviter un tel couperet.

«Nous allons faire payer les pays qui font des affaires dans notre pays et prennent notre richesse», a justifié le président américain.

Donald Trump entend faire prospérer l'industrie nationale, tout en lui imposant de remodeler son modèle de production,

très dépendant des importations pour les milliers de pièces entrant dans la fabrication d'un seul modèle.

L'annonce a provoqué le recul des actions des constructeurs et équipementiers automobiles d'un bout à l'autre de la planète.

Y compris américains: vers 16H15 GMT, General Motors lâchait 7,18%, Ford 2,62% et Stellantis 1,96%.

Dans un communiqué commun, ces constructeurs ont affirmé qu'il était «crucial» que les droits de douane ne fassent pas «monter les prix pour les consommateurs», et plaidé pour la «compétitivité» de la production automobile «nord-américaine» à cheval entre Etats-Unis, Canada et Mexique.

Même Elon Musk, proche allié de Donald Trump et patron de Tesla, craint d'y laisser des plumes. Les nouveaux droits de douane auront un effet «non négligeable» sur le coût de production des Tesla, via les pièces détachées importées, selon lui.

Pour les experts, une hausse du prix des véhicules neufs aux Etats-Unis ne fait aucun doute et va se répercuter, dans un second temps, sur un marché de l'occasion atrophié car les propriétaires vont garder leurs véhicules plus longtemps.

Sur un segment très haut de gamme, l'italien Ferrari, qui l'an dernier a réalisé près d'un tiers de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis, a annoncé jeudi qu'il y augmenterait ses prix de jusqu'à 10%.

Equipe Nationale La Suède et le Niger au menu des Verts

M. Zeggai

L'équipe nationale disputera deux matchs amicaux lors des prochaines dates FIFA en juin 2025. Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre des préparatifs de la sélection en vue des échéances à venir, notamment les qualifications pour la Coupe du Monde 2026. Le président de la FAF, Walid Sadi, a confirmé que la sélection nationale croisera le fer avec la Suède le 10 juin prochain à Stockholm en match amical. Un test de haut niveau pour les Verts en vue des prochaines échéances internationales. Cette information a été accueillie avec beaucoup de satisfaction chez le public algérien. Lors de cette rencontre amicale, les Fennecs disposent d'une belle opportunité pour briser la série négative et de s'offrir un premier succès en terres suédoises sachant que l'équipe nationale n'a jamais gagné devant son prochain adversaire scandinave en concédant quatre défaites et un nul.

Ce sera la sixième confrontation de l'histoire entre l'Algérie et la Suède, la dernière rencontre en novembre 2022 à Malmö avec une défaite de 2 à 0. Nul doute que cette nouvelle empoignade représente une belle occasion de revanche et surtout une opportunité pour évaluer le niveau de l'équipe face à une formation européenne aguerrie. L'EN, qui a déjà validé son billet pour la prochaine CAN, doit désormais se concentrer sur les qualifications à la Coupe du monde 2026, dans lesquelles elle est en excellente posture à quatre journées de la fin.

Ce duel contre les Suédois s'inscrit dans une logique de préparation sérieuse avant les prochaines rencontres officielles qui s'annoncent capitales pour la qualification des nôtres



au prochain mondial. Outre cette rencontre déjà actée pour le 10 juin, l'EN disputera une autre rencontre amicale le 7 juin, contre le Niger, selon notre source.

Ces deux matchs marqueront une étape importante dans la préparation des Fennecs, avec l'objectif de peaufiner les automatismes et d'évaluer de nouvelles options tactiques tout en donnant du temps de jeu aux jeunes qui arrivent à grands pas. Avec un effectif en pleine confiance et sous la houlette de Petkovic, les Verts chercheront à confirmer leur dynamique positive et à se préparer au mieux pour les échéances cruciales à venir.

Et la Suède, avec son football physique et son organisation tactique, se présente comme un test important

pour évaluer le niveau réel de la sélection sous l'ère Petkovic et l'intégration des nouveaux pour parfaire la cohésion. Ce sera également l'occasion de voir à l'œuvre quelques nouveaux éléments qui sont susceptibles d'être convoqués.

A cet effet, Aouar a officiellement repris l'entraînement avec son club, Al-Ittihad, Bennacer avec l'O. Marseille ainsi que Zerrouki qui a enfin retrouvé les terrains avec Feyenoord après une longue absence. Du beau monde au milieu de terrain avec la présence des Abdelli, Bentaleb, la confirmation des Boudaoui et Kendouci qui ont émerveillé tout le monde contre le Mozambique sans pour autant oublier la grande performance de Chaïbi et ce, en dépit de son manque de compétition.

FIFA Gianni Infantino rend hommage au défunt Djamel Menad

Le président de la Fédération internationale de football, Gianni Infantino a rendu hommage à l'ancien international algérien Djamel Menad, décédé dernièrement à l'âge de 64 ans, des suites d'une longue maladie.

Dans une lettre adressée à la Fédération algérienne de football, le patron du football mondial a écrit: Légende du football algérien, attaquant emblématique des Fennecs et buteur légendaire de la JS Kabylie,

entraîneur passionné, son héritage et ses réalisations, sur et hors du terrain, ne seront pas oubliés et il nous manquera beaucoup».

Et d'ajouter: «Au nom de la communauté internationale du football, je tiens à exprimer notre plus profonde sympathie à la Fédération Algérienne de Football, ainsi qu'à la famille, aux amis et aux proches de Djamel Menad. Nos pensées sont avec vous tous. Nous espérons que ces souvenirs et nos mots de soutien

contribueront à apporter un peu de paix et de réconfort en cette période difficile». Djamel Menad a marqué l'histoire du football algérien par ses performances remarquables. Avec la JS Kabylie, il a remporté plusieurs titres nationaux et continentaux, dont la Coupe d'Afrique des clubs champions en 1981 et la Coupe d'Algérie en 1986. Il a également évolué en Europe, notamment en France avec Nîmes et au Portugal avec Famalicão et Belenenses.

Coupe d'Algérie USMH-USMA première demi-finale

Treize ans après, l'USM Harrach s'est qualifiée aux demi-finales de la coupe d'Algérie ; sa dernière qualification à ce stade de la compétition remonte à 2012 face à l'ES Sétif. Cette fois-ci, en effet, la formation harrachienne a épinglé à son tableau de chasse un troisième club de l'élite après avoir éliminé la JS Kabylie et le MC Oran en déplacement. Ainsi donc l'USM Harrach continue son aventure après avoir damé le pion à la décevante équipe de l'Espérance de Mostaganem. Les Harrachis sont parvenus à ouvrir le score à la 27' par son attaquant Abid qui a exploité une erreur de marquage de Belaïmri. A la reprise, l'ESM a réussi l'égalisation à la 63'. Une réalisation qui a mis en doute les 'Jaune et Noir' qui subirent le poids du match. Lors des prolongations,

aucune équipe n'a pu trouver la faille pour assurer la qualification. La fatidique séance des tirs au but a souri à l'USM Harrach, grâce à son gardien de but Chaouchi qui a arrêté trois tirs, permettant à son équipe d'être la première qualifiée aux demi-finales, en attendant la suite des matchs de ces quarts de finale. Victoire logique des Harrachis qui ont eu le mérite de jouer sans aucun complexe d'infériorité pour fausser les calculs du sociétaire de la Ligue 1. En revanche, l'ES Mostaganem, à force de jouer avec le feu, a fini par se brûler les doigts laissant passer une belle opportunité d'atteindre le carré d'as de cette épreuve populaire. Une élimination qui est restée en travers de la gorge des fans de l'Espérance. Au stade Miloud Hadeïf d'Oran, l'exploit n'a pas eu lieu pour

le CR Témouchent qui n'a rien pu faire devant la furia des Usmistes. Le score de 5 à 0 reflète bien la différence de niveau entre les deux teams et ce n'est que justice si les 'Rouge et Noir' sont parvenus à composer leur billet pour le carré d'as de l'épreuve populaire. En somme, l'USMA a confirmé son statut de spécialiste de la coupe. Quant au CRT, il est sorti avec les honneurs et ce, en dépit de la largesse du score. Dans l'autre quart de finale, disputé au stade Nielson Mandela, le MC Bayadh a créé une belle sensation en éliminant l'ES Sétif durant les prolongations sur un but de Boudechicha (100'). Fin de l'aventure décevante des Sétifiens qui vont se consacrer au championnat pour essayer de se réhabiliter avec leur public.

M. Zeggai

La vie des clubs

Olympique Akbou : Denis Lavagne remercié

La direction vient de mettre fin aux fonctions de son désormais entraîneur Denis Lavagne pour insuffisance de résultats. L'O. Akbou a consommé trois entraîneurs après le limogeage des Moez Bouakaz, Mou-

nir Zeghdoud et Denis Lavagne, en vingt journées de championnat. Bizarre, n'est-ce pas ? Peut-on parler de projet sportif avec une telle valse d'entraîneurs ? La question reste posée.

Un mois de suspension pour le préparateur de l'USM Alger

La Commission de discipline de la LFP a infligé un mois de suspension ferme au préparateur physique de l'USM Alger, Belaïd Modjahed, pour son mauvais comportement, lors du derby algérois qui avait opposé son équipe au CR Belouizdad, dans le cadre de la 20^e journée de Ligue 1. « Cette sanction d'être interdit de terrains et de vestiaires pendant toute la durée de sa sus-

pension, est assortie d'une amende de 100.000 DA », a ajouté l'instance. Pour sa part, le CR Belouizdad a écopé d'un match à huis clos, « pour une troisième infraction au code disciplinaire concernant l'utilisation des fumigènes, surtout que les supporters du Chabab en avaient jeté sur le terrain, mais sans causer de dommages physiques.

Quel entraîneur pour le NC Magra ?

Après avoir annoncé le retour du coach Azziz Abbès à la barre technique du Nejm Magra, des rumeurs qui circulent sur la venue de l'entraîneur Aït Djoudi qui aurait donné son accord pour prendre en main le NCM.

Une mission suicide pour le

nouvel entraîneur du Nejm qui lutte pour sa survie parmi l'élite. Poursuivant leur préparation, les 'Bleu et Blanc' ont battu en match amical le MB Barika par 3 à 0, en attendant le second match face à l'Itihad Berhoum.

ES Mostaganem: Belaïmri a-t-il quitté l'Espérance ?

Selon un site du club, Djamel Belaïmri ne poursuivra pas sa mission avec l'ESM. Selon notre source, le joueur en question a justifié sa décision par une blessure qu'il a contractée face à l'USMH. Mais d'autres sources

affirment que Belaïmri n'aurait pas admis le silence de la direction sur les accusations de certains supporters lors du dernier match de coupe d'Algérie. Affaire à suivre...

M. Z.

CAN U20 - Après le retrait de la Côte d'Ivoire l'Égypte nouveau pays hôte



Au lendemain du renoncement de la Côte d'Ivoire à l'organisation de la CAN U20 2025, la Confédération africaine de football a annoncé officiellement le nouveau pays hôte. Prise au dépourvu la veille par la Côte d'Ivoire, ayant notifié son désistement pour l'organisation de la CAN des moins de 20 ans 2025 prévue dans un mois, la CAF vient d'officialiser le nouveau pays hôte de la 24^e édition. En effet via communiqué, l'instance a informé de l'attribution des droits d'organisation à l'Égypte. Confirmant ainsi les informations relayées un peu plus tôt par nos soins. "La CAF a attribué aujourd'hui à la Fédération Égyptienne de Football et au gouvernement égyptien les droits d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations U20 2025. " Hôte de la dernière édition,

l'Égypte abritera le tournoi pour la seconde fois consécutive donc. Déjà qualifiés, les Pharaons sauront la mise à la CAF, alors que le Maroc s'était imposé comme solution de repli naturel. L'institution présidée par Patrice Motsepe explique son choix par le fait que l'Égypte s'était proposée pour accueillir la compétition. "La Fédération égyptienne de football et le gouvernement égyptien avaient précédemment soumis une candidature pour accueillir la CAN des moins de 20 ans 2025 », peut-on lire. Ce qui a de quoi surprendre cependant. Et ce, sachant que, selon l'ex-président par intérim Constant Omari, la faïtière du football africain s'était tournée vers la Côte d'Ivoire par défaut de candidatures. Quoi qu'il en soit, le tournoi devrait avoir lieu sur le sol égyptien du 27 avril au 18 mai prochains, a martelé la CAF.

Le rituel reprend dimanche Stop au changement d'heure ? «Minute!», répond l'Europe

Dimanche, les Européens devront avancer d'une heure leurs montres pour passer à l'heure d'été. Le rituel a de plus en plus de détracteurs, mais l'Union européenne n'arrive pas à trancher.

Deux fois par an à Bruxelles, ce sujet passe pour une illustration drôlatique des difficultés à se mettre d'accord quand on est 27 autour d'une table. Car la Commission européenne avait proposé dès 2018 «d'abolir» le changement d'heure, à la suite d'une vaste consultation à travers l'Europe. Près de 4 millions de personnes s'étaient prononcées pour mettre fin à cet usage, puis le Parlement avait donné son feu vert. Mais depuis, plus rien. La proposition est restée dans les limbes après s'être heurtée à l'opposition de certains Etats européens.

La fin du changement d'heure? «Venez me reposer la question dans six mois», s'est amusée une porte-parole de la Commission jeudi. Des études soulignent pourtant les impacts négatifs du changement d'heure en matière de santé ou d'accidents de la route, pour des bénéfices modestes en matière d'économie d'énergie.

La Pologne, qui assure la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne jusqu'en juillet, voudrait remettre la question à l'ordre du jour. Elle envisage de consulter de manière informelle les Etats membres pour tenter de faire avancer ce dossier.

Et la Commission encourage la reprise des discussions.

Mais «l'heure tourne», préviennent les Polonais, qui reconnaissent que le soutien des Etats membres est limité.

Car certains n'y voient qu'une perte de temps, bien loin des défis majeurs auxquels l'Union est confrontée, entre l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la menace d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis.

Si la Pologne fait chou blanc, un haut fonc-



tionnaire lituanien assure que son pays prendra les choses en main et fera de la lutte contre le changement d'heure une priorité quand la Lituanie occupera la présidence tournante de l'UE en... 2027.

LES REGRETS ÉGYPTIENS

Au Parlement, l'abolition du changement d'heure compte aussi de fervents partisans comme l'eurodéputé irlandais Sean Kelly (PPE, droite). «Il existe un grand nombre de preuves suggérant que le changement d'heure est mauvais pour la santé humaine, mauvais pour les animaux, mauvais pour la sécurité routière, et qu'il a très peu d'effets bénéfiques», avance-t-il.

A l'entendre, la lutte contre le changement

d'heure pourrait même être l'un des rares points de convergence avec l'Amérique de Donald Trump.

Après sa réélection, le milliardaire expliquait vouloir débarrasser les Etats-Unis de l'heure d'été, «inconvenante» et «très coûteuse». Il a depuis nuancé ses propos et y voit une question à «50-50». Son allié Elon Musk s'est mêlé à l'affaire en demandant à ses millions d'abonnés sur son réseau social X s'ils préfèrent rester à l'heure d'hiver ou à l'heure d'été.

La majorité des 1,3 million de votants a opté pour l'heure d'été, avec un soleil qui se lève et se couche plus tard dans la journée.

Si l'Union européenne et les Etats-Unis arrêtent un jour l'horloge, ils ne seront pas les seuls. Au cours de la dernière décennie, l'Azerbaïdjan, l'Iran, la Russie, la Syrie, la

Turquie et l'Uruguay ont supprimé l'heure d'été, selon le Pew Research Center.

Certains ont eu des regrets. L'Égypte, qui avait éliminé le changement d'heure en 2014, est revenue en arrière neuf ans plus tard au nom des économies d'énergie.

En Europe, depuis des décennies, les habitants avancent leur horloge d'une heure le dernier dimanche de mars et la reculent d'une heure le dernier dimanche d'octobre.

Créée pour gagner une heure de lumière en soirée, l'heure d'été est née en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, et s'est répandue sur le continent.

La coutume était tombée en désuétude après la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à la crise pétrolière des années 1970, où elle fut réintroduite pour économiser de l'énergie.

Face à la sécheresse Les nuages, futurs catalyseurs de conflits ?



Les nuages pourraient-ils déclencher une guerre? Des Etats manipulent depuis des décennies ces masses blanches en suspension dans l'atmosphère, une pratique qui pourrait créer ou attiser des tensions géopolitiques mondiales avec le changement climatique.

Inventée dans les années 1940, la technique d'ensemencement des nuages consiste à y envoyer par avion, par drone ou par canon depuis le sol, une substance, par exemple de l'iodure d'argent, pour favoriser la formation de la pluie.

D'abord pensée pour lutter contre les sécheresses, elle est aussi utilisée pour lutter contre les incendies de forêt ou pour réduire la taille des grêlons. En 2008, la Chine l'a utilisée pour tenter d'empêcher la pluie de tomber sur les infrastructures des Jeux olympiques de Pékin.

Ensemencement des nuages devient une arme à part entière lorsque les Etats-Unis l'utilisent dans le cadre de «l'opération Popeye», pour ralentir la progression des troupes adverses pendant la guerre du Vietnam.

En réponse à cet usage, l'ONU crée en

1976 la convention ENMOD, qui «interdit les techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles».

Mais «son application est très limitée», signale Marine de Guglielmo Weber, chercheuse au sein de l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM) et directrice scientifique de l'Observatoire défense & climat.

«La convention est fondée sur le concept d'intentionnalité, c'est-à-dire que si un Etat provoque un aléa météo-climatique sur le territoire d'un voisin, tout en affirmant qu'il n'en n'avait pas l'intention, sa responsabilité s'effrite», explique-t-elle.

Or, il est difficile pour la communauté scientifique d'établir facilement le lien entre catastrophe naturelle et effets du changement climatique.

«Imaginez s'il fallait attribuer la survenue d'un phénomène à des pratiques de modification de la météo. La responsabilité d'un Etat serait quasiment impossible à prouver», souligne-t-elle.

«PARANOÏA GÉNÉRALE»

Autre défi: la montée de la défiance à l'égard des institutions scientifiques, illustrée par exemple par les coupes budgétaires effectuées par le président américain Donald Trump dans des agences, selon cette chercheuse.

Dans un contexte de «confusion informationnelle extrêmement intense», «parfois c'est le complot qui l'emporte», dit-elle.

Ainsi en 2024, à la suite des inondations historiques survenues dans le sud du Brésil et aux Emirats arabes unis, des milliers d'internautes avaient accusé la communauté scientifique d'avoir déclenché ces pluies diluviennes par l'ensemencement des nuages, niant la responsabilité du changement climatique.

L'ensemencement des nuages pourrait dans ce contexte entretenir une «paranoïa générale», une cinquantaine d'Etats menant actuellement des opérations de modification de la météo dans le monde.

La Chine, gros investisseur dans les techniques d'ensemencement des nuages, intervient

massivement sur le plateau tibétain, indique Marine de Guglielmo Weber. Elle étudie l'initiative Sky River lancée en 2018 par Pékin pour pallier les pénuries d'eau et renforcer la sécurité alimentaire du pays.

Mais cela pourrait affecter la disponibilité en ressources hydriques des pays situés en aval, tels que l'Inde, précise la chercheuse dans sa dernière note de recherche pour l'IRSEM publiée le 17 mars dernier.

«Si un Etat apprend que son voisin modifie la météo, il va être tenté tout de suite de remettre la faute sur le voisin pour justifier une sécheresse», relève-t-elle.

VIDE JURIDIQUE

«Le vrai risque du vol de nuage, c'est un risque psychologique», estime aussi le juriste français Mathieu Simonet.

Des tensions ont ainsi déjà vu le jour en 2018 entre Israël et l'Iran, lorsqu'un général iranien avait accusé Jérusalem de «voler les nuages» pour empêcher la pluie de tomber en Iran qui souffrait alors d'une grave sécheresse. Ces accusations avaient finalement été démenties par le responsable de la météo iranienne.

«S'il ne l'avait pas contesté, il y avait le risque que les populations qui souffraient vraiment d'un gros problème de sécheresse se mobilisent contre Israël», pointe Mathieu Simonet.

En 2022, ce juriste a créé la Journée internationale des nuages, notamment pour sensibiliser au vide juridique. Il défend l'idée que les nuages devraient être considérés comme un bien commun, et qu'ainsi «aucun pays ne puisse décider seul de ce qu'il va faire aux nuages», voire de leur donner une personnalité juridique.

Cette année, Mathieu Simonet espère que se concrétisera le projet d'intégrer ces amas de vapeur d'eau au patrimoine mondial de l'UNESCO. Mais pour l'heure, note-t-il, nous ne sommes «qu'aux prémices du droit des nuages».

Indonésie Pour le commerce, le ramadan n'a pas tenu ses promesses

Les commerçants de Tanah Abang à Jakarta, le plus grand marché de textile d'Asie du Sud-Est, attendaient beaucoup du mois du ramadan mais victimes de la concurrence du commerce en ligne et dans un climat de morosité économique, beaucoup d'échoppes ont baissé le rideau.

«Il y en a beaucoup qui ne sont plus assez forts. Ils n'en peuvent plus», explique Toni Sar, un commerçant de 49 ans installé dans le marché et qui distribue ses vêtements par correspondance dans 27 provinces de l'archipel.

Tout autour, sur les rideaux métalliques, de nombreuses échoppes affichent les mêmes avis de fermeture temporaire pour non-paiement des loyers.

Les Indonésiens regardent normalement peu à la dépense quand arrivent le ramadan puis les congés de l'Aïd-el Fitr qui marquent la fin du mois sacré.

Mais cette année les caisses sonnent vide pour des professionnels déjà fortement touchés par la crise du Covid et désormais dans l'incapacité de faire face aux plateformes en ligne.

M. Toni l'assure, son chiffre d'affaires est en baisse de 50% par rapport à l'an passé. Mais le commerçant se veut encore optimiste et mise sur les derniers jours précédant l'Aïd pour se refaire.

Ardino Putra, 33 ans, indique de son côté que ses ventes sur l'année ont chuté de 20%, passant de 2,5 milliards de roupies (139.000 euros) en 2025 à 2 milliards de roupies cette année.

«Peut-être à cause de facteurs économiques, et peut-être aussi à cause de l'influence des boutiques en ligne», avance-t-il comme début d'explication.

Et dans le même temps, ses charges restent les mêmes. «Il faudrait réduire (...) le loyer et les charges. Nos mensualités restent les mêmes (...) mais nos ventes sont faibles.»

Le président Prabowo Subianto, en fonction depuis octobre dernier, a promis de pousser la croissance de l'économie indonésienne de 5 à 8%.



Mais les perspectives économiques restent incertaines. La banque centrale indonésienne a été contrainte en janvier de réduire ses taux d'intérêt pour tenter de stimuler la croissance tandis que la roupie s'est affaiblie.

Les grands programmes engagés par Prabowo, comme les repas gratuits pour les scolaires, pèsent sur les finances publiques, conduisant le président à décider de coupes budgétaires qui inquiètent la population et ont déclenché des manifestations.

«Les premiers mois du gouvernement Prabowo sont une source d'inquiétude», analyse Gareth Leather, économiste pour l'Asie chez Capital Economics.

TAXER LES PLATEFORMES

Dévorant les parts du marché traditionnel, le commerce en ligne est lui en plein essor en

Indonésie et devrait passer de près de 53 milliards de dollars (49 mds EUR) en 2023 à 87 milliards de dollars (80 mds EUR) en 2028, selon l'Administration américaine du commerce international.

«C'est excellent, le ramadan est la meilleure période», confie Yaya Azmi, étudiante de 22 ans, qui s'apprête à lancer un «live» sur TikTok depuis le marché. Elle est venue spécialement de Malaisie pour y trouver des vêtements islamiques bon marché qu'elle va vendre en ligne.

La jeune femme assure que ses revenus ont été multipliés par cinq au cours du mois du jeûne musulman grâce aux commandes passées sur TikTok et Telegram.

Face à cette dégradation de leurs affaires, de nombreux détaillants comme Ria Angreni, 37 ans, appellent le gouvernement à taxer davantage les plateformes en ligne. Ils dénon-

cent une concurrence déloyale alors qu'en plus de leur loyer, ils doivent s'acquitter de frais de service d'un million de roupies (56 euros) par mois.

Mais face à une tendance inexorable, le mot d'ordre doit être l'adaptation, estime l'Association indonésienne des employeurs.

«Il ne faut pas s'étonner que les commerçants traditionnels souffrent d'un manque de performances de vente», souligne sa présidente Shinta Kamdani.

«Aujourd'hui, les millennials et la génération Z constituent la plus grande clientèle indonésienne. Ils sont davantage attirés par les méthodes modernes de commerce», ajoute-t-elle.

Mais sur le marché de Tanah Abang, malgré les nombreux stands fermés, M. Toni veut lui encore y croire: «Je dois tenir bon. Où puis-je aller ailleurs?».

Arabie saoudite Un tailleur perpétue l'art de fabriquer le «bisht»

Dans son atelier dans l'est de l'Arabie saoudite, Habib Mohammed fabrique des manteaux traditionnels arabes à la main, déterminé à défendre ce savoir-faire artisanal face à la production de masse qui inonde le marché.

Ce tailleur de 60 ans brode des «bishts», vêtements portés par les hommes dans les pays du Golfe depuis des siècles, et dont la confection peut nécessiter parfois des semaines de travail. Face à la concurrence des manteaux bon marché fabriqués en Chine, l'atelier a du mal à survivre, mais son propriétaire refuse de baisser les bras.

Alors que son fils unique n'a pas voulu reprendre l'activité, M. Mohammed a décidé de transmettre son savoir-faire à ses petit-enfants.

«Nous avons commencé la formation ici, dans l'atelier et à la maison», dit-il à l'AFP, dans son atelier sans fenêtre situé dans l'oasis de Hofuf, dans l'est du royaume.

Dans sa région natale d'Al-Ahsa, «il était mal vu pour un homme de se rendre à un enterrement, au marché, ou de rendre visite à qui que ce soit, où que ce soit, sans porter le bisht», raconte le tailleur.

Ce vêtement traditionnel s'est fait mondialement connaître durant la Coupe du monde de football 2022, lorsque l'émir du Qatar l'a



posé sur les épaules du champion argentin Lionel Messi après la finale.

NÉ DANS L'ATELIER

Si le bisht reste souvent porté dans la région, notamment durant les grandes occa-

sions, la fabrication industrielle a pris la place de nombreux ateliers artisanaux.

M. Mohammed, lui, compte sur sa petite-fille Fajr, âgée de 9 ans et son frère de 10 ans, Ghassan, pour perpétuer cette tradition. «C'est toute ma vie», dit-il en les regardant broder.

Vêtu de l'abaya blanche et de la coiffe traditionnelle à carreaux rouges et blancs, il raconte avoir toujours été entouré de bishts.

«Je suis né dans l'atelier et j'ai grandi en regardant ma mère coudre. J'ai vu mes frères et mes cousins travailler avec mon père», ajoute-t-il avec fierté.

Sa femme est également couturière, particulièrement douée, selon lui, pour la broderie des cols des bishts.

Mais la boutique familiale, située dans le marché traditionnel de Hofuf, rapporte beaucoup moins maintenant, déplore son propriétaire.

«Les pièces que je faisais pour 1.500 riyals (400 dollars) se vendent maintenant pour 150 riyals. Ce n'est pas suffisant pour gagner sa vie», explique-t-il.

Selon lui, un bisht de qualité pouvait autrefois valoir jusqu'à 6.000 riyals, tandis que les manteaux fabriqués à la machine se vendent aujourd'hui pour une fraction de ce prix.

ANNÉE DE L'ARTISANAT

Le pays pétrolier, qui cherche à attirer investisseurs et touristes, semblent toutefois avoir pris conscience de l'importance de préserver cet artisanat, parmi d'autres.

La confection de bishts, que les pays du Golfe cherchent à inscrire au patrimoine immatériel de l'humanité de l'UNESCO, figure parmi la dizaine de métiers mis en avant par les autorités saoudiennes dans le cadre de «l'année de l'artisanat» décrétée en 2025.

L'an dernier, les ministres et autres hauts fonctionnaires avaient été sommés de porter un bisht lorsqu'ils assistent à des événements officiels.

Sur les murs de l'atelier de M. Mohammed, certains bishts accrochés datent d'au moins un siècle, affirme leur propriétaire en montrant un manteau brun en laine de mouton.

«Quelqu'un m'a offert 200.000 riyals pour celui-là, mais j'ai refusé de vendre parce qu'il m'est aussi cher que ma vie. Il représente l'histoire de mon pays», dit-il.

«Je veux les transmettre à mes enfants et à mes petits-enfants, et je leur dirai de ne jamais les vendre», ajoute-t-il.

Toute les semaines, le tailleur donne aussi des cours de couture dans un institut voisin, principalement pour les jeunes.

«Nous n'avons pas abandonné», dit-il. C'est un patrimoine qui était en train de disparaître, mais «nous le ferons revivre» assure le tailleur.

Société ALMETA Oran

Recherche :

Un manager

qualifié avec expérience avérée, pour :

La coordination technique et financière dans le montage et le lancement de son projet de fusion de métaux non ferreux.

Transmettre CV récent mail : structec.dz.31@gmail.com

Publicité

2

10.50 Chacun son tour
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.40 Rugby : Tournoi des Six Nations féminin
16.10 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.55 Affaire conclue
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.30 20h30 le samedi

21.10 100% logique : la réponse est sous vos yeux



100 candidats s'affrontent autour d'un quiz de logique et d'observation afin de tenter d'aller le plus loin possible dans le jeu et décrocher la cagnotte pouvant grimper jusqu'à 100 000 euros. Ils doivent répondre à une série de questions : de la plus facile (celle à laquelle 95 % des Français peuvent répondre) à la plus difficile (celle à laquelle seulement 1 % de la population est capable de répondre). Pour ce nouveau numéro, trois personnalités vont se prêter au jeu de la logique et soutenir les candidats : ...
23.25 Quelle époque !

3

09.35 Mr Magoo
10.05 Rencontres à XV
11.15 Des régions gourmandes
12.00 Enquêtes de région le mag
12.15 ICI 12/13
12.55 Intérieurs
13.35 Samedi d'en rire
16.50 Patinage artistique : Championnats du monde
18.05 Questions pour un champion
19.00 ICI 19/20
19.55 Tout le sport
20.35 Cuisine...

21.05 Cassandra



Saison 7 - Episode 2 / 3 : Zone blanche
Dans une zone blanche, en pleine montagne, le corps du maire d'un village est retrouvé. Cassandra découvre bientôt que son adjoint est un ancien petit ami. Par ailleurs, l'assassinat de l'édile a lieu alors qu'une lutte sans précédent oppose les pro-ondes et les anti-ondes. Les premiers souhaiteraient une installation d'antennes-relais pour être connectés, les seconds y sont hostiles et veulent protéger les personnes électrosensibles.

4

10.24 Jean-Michel, Super Caribou
10.55 Manger, bouger, dormir
11.08 Idéfix et les Irréductibles
11.55 Les as de la jungle à la rescousse
13.34 Il était une fois... ces drôles d'objets
13.56 ASKIP
15.18 Scooby-Doo et compagnie
15.45 Scooby Doo et les mystères de la nature
15.57 Molusco
21.00 Culture-box, le show

21.00 Fatima



Fatima accompagne une de ses filles à la recherche d'un appartement, qui leur est refusé pour des raisons douteuses. C'est une des frustrations que rencontre cette femme de ménage qui élève seule ses filles et maîtrise mal le français. Alors que sa fille aînée, Nesrine, est une brillante étudiante, sa cadette, Souad, s'avère une adolescente en révolte. Fatima, qui enchaîne les emplois mal payés, est résolue à payer les futures études de médecine de Nesrine.
22.30 Planète Rap

5

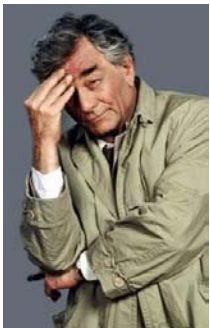
10.10 Escapades aériennes
10.45 Silence, ça pousse !
12.40 Du pain coûte que coûte
13.40 Serengeti
15.30 Baffin, une île au cœur de la banquise
16.25 Les trésors des abbayes et cathédrales françaises
17.25 C dans l'air l'invité
17.40 C dans l'air
18.55 C l'hebdo
20.05 C l'hebdo la suite
20.55 C'est bon à savoir
21.00 Echappées belles

arte

09.25 Invitation au voyage
10.05 Cuisines des terroirs
10.30 La mer du Nord par les côtes
15.30 Elvis & Priscilla
16.50 Invitation au voyage
17.30 L'or blanc de Noirmoutier
18.05 Tanzanie : Les mécanos de la savane
18.50 Arte reportage
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes samedi
23.25 Elisabeth d'Angleterre et Marie d'Ecosse : La guerre des deux reines

TMC

11.30 Quotidien
13.09 La Famille Tout-Ecran
13.14 Petits plats en équilibre
13.20 MacGyver
18.25 Burger Quiz
21.10 Petits plats en équilibre
21.15 Columbo



CINE + PREMIER 20.50

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX : LA COMMUNAUTÉ DE L'ANNEAU

Acteur: Elijah Wood, Ian McKellen, Liv Tyler, Viggo Mortensen, Sean Astin,...
Bilbon, un Hobbit vieillissant, a en sa possession un anneau aux étranges pouvoirs. Mais il sent que l'influence du bijou grandit dangereusement. Conseillé par le magicien Gandalf le Gris, il le confie à son neveu Frodon et charge ce dernier de tout faire pour le détruire. Ce dernier se met en route, avec son ami Sam. Ils sont rapidement rejoints par Pippin et Merry, deux autres Hobbits. Et ils ne tardent pas à découvrir que l'anneau est activement recherché par de terribles chevaliers noirs,...



CINE + FRISSE 20.50

DRACULA

Acteur: Gary Oldman, Winona Ryder, Anthony Hopkins, Keanu Reeves,...
Au XVIe siècle, le comte Dracula part en guerre contre les Turcs. Le croyant mort, sa femme se suicide. Dracula renie alors Dieu et s'enferme dans son château. Quatre siècles plus tard, le jeune Jonathan Harker arrive chez Dracula comme agent immobilier. Ce dernier souhaite en effet acheter des terrains à Londres. Dracula découvre par hasard que Mina, la fiancée de Harker, est le sosie de sa défunte épouse.



CANAL+ family 20.50

MARMADUKE

Acteur: Lee Pace, Judy Greer, William H. Macy, Caroline Sunshine,...
Phil Winslow se voit proposer le job de ses rêves à Orange County. Sa petite famille et lui-même quittent donc le Kansas pour commencer une nouvelle vie, en Californie. Bien évidemment, ils emmènent avec eux Marmaduke, leur grand danois de 80 kilos, expert es bêtises et papotage. Sur place, le chien sympathise avec quelques canidés un peu spéciaux et tombe sous le charme de Jezebel, le collet de Don Twombly, le nouveau patron de Phil...

TÉLÉVISION

TF1

11.00 Téléshop-ping samedi
11.45 Petits plats en équilibre
11.50 Les douze coups de midi
12.50 Petits plats en équilibre
13.00 JT 13h
13.40 Reportages découverte
14.50 Grands reportages
16.10 Les Docs du week-end
17.50 50mn Inside
19.50 Petits plats en équilibre
20.00 JT 20h
20.50 Quotidien express

21.10 The Voice, la plus belle voix



Les candidats sélectionnés s'affrontent lors des soirées d'audition à l'aveugle de la saison 14 du célèbre télé-crochet avec comme coach Florent Pagny de retour, Vianney et deux nouvelles coaches prestigieuses, Patricia Kaas et Zaz. De toutes âges, venant de tous les horizons, ils offrent une incroyable diversité d'univers artistiques. Des amateurs de pop, rock, rap, musique classique, jazz, « The Voice » est la scène où tous les artistes peuvent s'exprimer, partager leur art et briller.
23.40 The Voice, la suite

6

21.10 NCIS



S 22 - Ep 3 : Histoires de fantômes

Le lieutenant Bryce Prescott rentre de mission et découvre des inconnus à son domicile. C'est le soir d'Halloween, et ces derniers ont préparé une fête surprise pour le présumé locataire des lieux, Hal. Une bagarre éclate. Le NCIS est envoyé sur les lieux et apprend que Prescott, dont la grand-mère lui a légué la maison un an auparavant, s'est absenté durant un mois. Le corps de Hal, un marteau en pleine tête, est découvert dans le sous-sol de la maison.

CANAL+

21.05 Castres / Toulon



Pour rester parmi les six premiers du classement, Jérémy Fernandez et les Castrais doivent allonger leur bonne série à domicile. Au soir de la 18e journée, le Castres Olympique comptait huit victoires et une défaite sur sa pelouse du stade Pierre-Fabre. Ce soir, les joueurs de Xavier Sadourny s'attendent à une opposition rude et difficile face aux Toulonnais troisièmes du Top 14 derrière Toulouse et Bordeaux-Bègles.
23.02 Canal Rugby Club le débrief

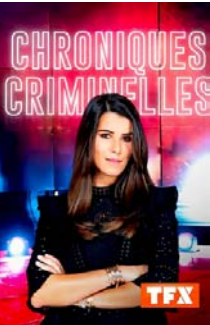
PLANETE +

09.30 American Pickers, la brocante made in USA
12.34 Stasi F.C.
14.08 Charles III, un royal destin
15.46 L'Europe des merveilles
17.38 Le mystère de l'homme de Denisova
18.29 Enfant sapiens
19.22 American Pickers, la brocante made in USA



TFX

09.00 Signé Cat's Eyes
10.25 Familles nombreuses : la vie en XXL
19.55 Familles nombreuses : la vie en XXL
21.10 Chroniques criminelles



W9

10.10 Absolument stars
11.40 Le hit W9
12.50 Scorpion
17.30 La petite histoire de France



FLÉCHÉS N° 9233

QUESTION PLAISANTE DONT ON DEMANDE DE TROUVER LA REPONSE							A AUCUN MOMENT ----- CRANE	
				PIGE ----- VA SANS BUT ----- EXIGE				
			SOUS LA CROUTE ----- SPORT D'HIVER		VIE DISSOLUE ----- BIZARRES		PRONOM GARÇONS A BORD DES AVIONS	
DANSE A SECOUSSES RYTHMEES ----- MEKTOUB								VOITURE D'ENFANT ----- FORMATION PROFES- SIONNELLE
		MOIS ----- FAIT PARLER DE LUI					DANS LE BUT DE ----- APPORT DE MARIEE	
					CONTRACTÉ ----- LIER			
							TRES GRANDS ----- ARGENT	
		IL Y A DE QUOI ----- CAPITALE EUROPE- ENNE				C'EST-A- DIRE ----- RONGEUR		
PARTIE A PIED ----- GRECQUE							TROMPER ----- POSSESSIF	
		NEGATION						CHAMBRE HAUTE
			VUS ----- VIEUX		PARADIS ----- AMAS			

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

1. **Séniors** parce que jeunes.
2. **Colorant** naturel. Il en veut à mort.
3. **Versé** en versets. Boit tel un danois !
4. **Caillassée**. Conjonction.
5. **Ceintures** jaunes. Ouvert aux sports.
6. **Tenues** du maître. Contre.
7. **Argent** comptant. Dot pas du tout belle !
8. **Ferment** au retour. Juge spartiate.
9. **Maître** du fauvisme.
10. **Ebranlée**. Conventions collectives.

A. On y habite tout en étant sans domicile fixe !
B. Asperge.
C. Piaffa.
D. Rangée à l'écart.
Coupe du monde.
E. Adjoint chef.
Utile pour un cessez-le-feu.
F. Pronom.
Points opposés.
Arrête de balancer.
G. Etat de la pensée unique.
H. Hèllène.
Effets de commerce.
I. Minent. Sûr et... certain.
J. Filet à l'anglaise.
Formations de tête.

T	N	E	M	E	N	R	A	G	R	O	N	D	E	A
C	M	L	T	N	E	M	E	T	R	O	F	S	U	F
E	R	E	L	L	I	P	R	A	R	G	O	T	A	D
R	R	G	M	I	I	A	O	D	O	H	O	R	E	V
T	E	A	O	E	S	R	C	U	C	M	D	S	E	I
A	N	M	M	S	S	I	S	E	N	P	O	H	U	R
I	I	M	E	S	U	S	L	E	E	L	O	E	Q	E
N	M	E	N	E	E	L	G	N	A	M	G	R	O	R
E	R	N	T	R	A	F	T	T	M	A	E	A	L	I
M	E	T	T	B	R	E	I	A	R	N	J	M	I	E
E	T	S	C	U	E	O	G	T	I	E	P	O	R	E
N	E	N	M	H	N	E	U	A	U	A	S	N	T	D
T	D	S	E	I	A	O	U	D	O	A	O	A	N	R
T	R	E	V	C	A	N	I	N	L	I	L	G	E	O
F	R	I	M	E	T	D	T	G	P	P	O	E	V	C

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er s'en paie une tranche.
- Mon 2e observa.
- Mon 3e va ça et là.

Mon tout, c'est le cours moyen.

1 A	2 N	3 C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

13	5	3	12	11	2		8	10	9
11	7	7	11	6	1	6	11	10	2
4		9	2	5		11	4		5
3		4	5		1	7	5	4	
10	9	6	7	1	14	5	7		8
6	9	1		8	11	7		6	9
15		3	10	9	6	5		5	4
5	6	5		4	1	2	14	12	5
16	9		3	5	6	6	5		5
9	4		1	8	11		2	11	
5		1	7	5	10	12	5		6
4	1	12	10	2	2	1	7	13	5
	9		6	6		11		10	2
5	6	1	6		11	2	9	11	6
13	10	7	5	7		5	2	6	5

SUDOKU N° 9233

6	8	9			2		4	1
	5		3				7	
			4		1		5	9
	4	1	6		5			2
	2							5
9	3						6	7
				7				
5	1	7						
4	9			8			1	

0070 11 07800

FLECHES N°9232

C	O	M	P	R	I	S	E	S
H	U	R	L	E	R	T		
A	I		U	N		L	U	I
N		O	S	E	R		D	S
C	A	R		G		N	E	O
E		G	L	A	C	E		L
	C	E		T	O		R	E
P	O		E	S	P	E	C	E
E	G	A	L		I	T		S
A	N		L	I	E	E	S	
G	E	L	E		N		T	U
E	R		S	O	T	T	E	S

CROISÉS N°9232

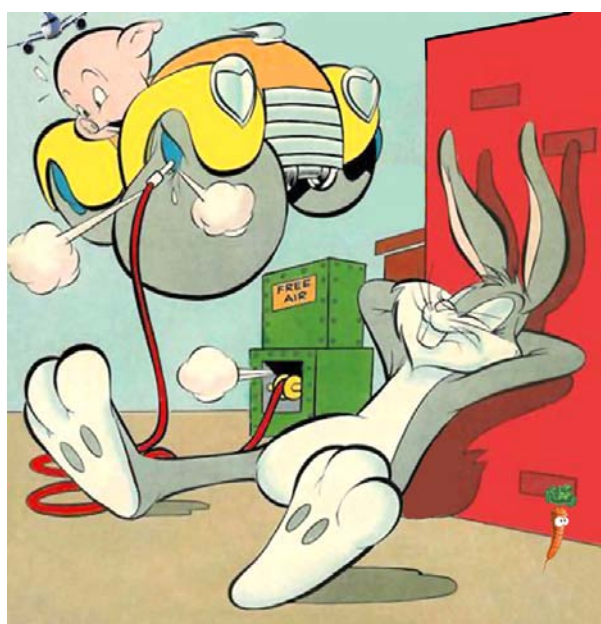
D	E	C	O	N	V	E	N	U	E
A		E	P	U	I	S	A	N	T
M	U	R		E	S	T	R	A	N
E	N	V	I	E			R	U	A
J	E	E	P		E	L	A	S	
E		L	E	V	E	N	T		C
A	G	A	C	E	S		R	E	A
N		S	A	R		T	I	C	S
N	I			S	O	U	C	H	E
E	S	B	R	O	U	F	E	U	R

SUDOKU N°9232

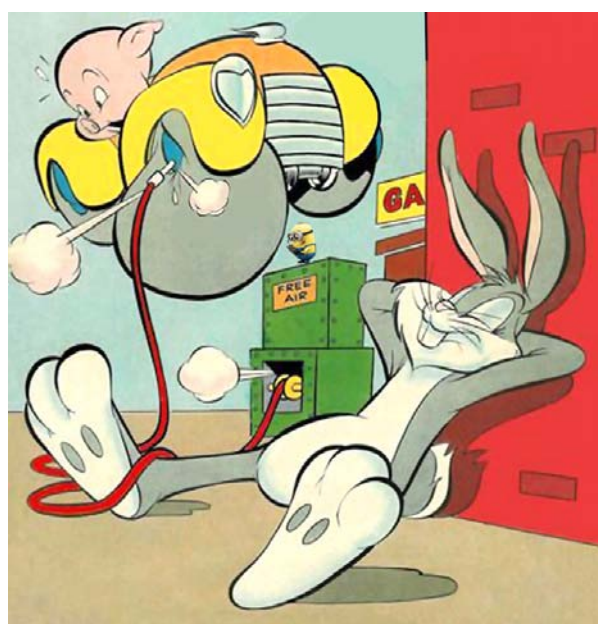
9	7	2	3	6	5	1	4	8
1	4	6	7	2	8	5	3	9
3	5	8	4	9	1	7	6	2
8	1	4	6	5	7	2	9	3
7	2	3	9	8	4	6	5	1
6	9	5	1	3	2	4	8	7
5	3	7	2	4	9	8	1	6
2	8	9	5	1	6	3	7	4
4	6	1	8	7	3	9	2	5

CODÉS N° 9232

1	A	2	N	3	U	4	E	5	S	6	T
7	R	8	C	9	I	10	V	11	L	12	M
13	D	14	F	15	P	16	B	17	G	18	O
19	H	20		21		22		23		24	



10 REFERENCES



L'entraîneur du Real Madrid Carlo Ancelotti jugé mercredi et jeudi pour fraude fiscale



L'entraîneur du Real Madrid Carlo Ancelotti sera jugé mercredi et jeudi prochains à Madrid dans une affaire de fraude fiscale, a-t-on appris vendredi auprès du tribunal supérieur de justice de Madrid, devant lequel il doit comparaître. L'Italien, contre qui le parquet a requis quatre ans et neuf mois de prison, est accusé d'avoir fraudé le Trésor public espagnol de plus d'un million d'euros sur les années 2014 et 2015, en omettant de déclarer ses revenus provenant de ses droits à l'image. Selon l'administration fiscale espagnole, Carlo Ancelotti aurait déclaré au fisc ses revenus en tant qu'entraîneur du Real en 2014 et 2015, mais pas ceux provenant des droits à l'image ni d'autres sources de revenus, notamment immobiliers. D'après un document judiciaire datant de 2023 et consulté voilà un an par l'AFP, Ancelotti a reconnu les faits durant l'enquête. L'Italien a entraîné le Real Madrid entre 2013 et 2015 avant de revenir sur le banc madrilène en 2021.

Marine Le Pen: fixée lundi sur son avenir politique



Menacée d'inéligibilité, la cheffe de file de l'extrême droite française Marine Le Pen sera fixée sur son sort lundi dans le dossier des assistants «fictifs» au Parlement européen, après deux mois de procès au côté de son parti et de 24 autres personnes. L'enjeu de ce jugement dépasse largement une éventuelle condamnation judiciaire : il pourrait bouleverser sa carrière politique et l'empêcher de représenter le Rassemblement national (RN) à la présidentielle de 2027. Le parti d'extrême droite et sa dirigeante sont accusés d'avoir mis en place un «système organisé, systématisé» entre 2004 et 2016 pour faire du Parlement européen «leur vache à lait», selon les procureurs français. Concrètement, ils sont soupçonnés d'avoir utilisé les enveloppes de 21.000 euros par mois auxquelles les députés européens avaient le droit, pour rémunérer des assistants parlementaires «fictifs» qui travaillaient en réalité pour le parti en tant que garde du corps, graphiste ou secrétaire.

Le Parlement européen a estimé le préjudice financier à 4,5 millions d'euros.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

La Syrie et le Liban concluent un accord sur leur frontière



Les ministres libanais et syrien de la Défense ont conclu un accord en Arabie saoudite soulignant l'importance de «faire face aux menaces sécuritaires et militaires» sur leur frontière commune, a annoncé vendredi l'agence de presse officielle du royaume.

Le ministre libanais, Michel Menassa, et son homologue syrien, Mourhaf Abou

Qasra, se sont rencontrés jeudi à Jeddah, en présence du ministre saoudien de la Défense, le prince Khalid ben Salmane ben Abdulaziz, «pour discuter de questions d'intérêt mutuel visant à instaurer la sécurité et la stabilité entre la Syrie et le Liban», a indiqué l'agence SPA.

A la mi-mars, des affrontements avaient fait dix morts dans l'est du Liban, à la fron-

tière avec la Syrie. Les deux pays partagent une frontière de 330 kilomètres, sans démarcation officielle en plusieurs points ce qui la rend poreuse et propice à la contrebande. L'accord signé jeudi souligne «l'importance stratégique de la démarcation de la frontière» et de «l'activation de mécanismes de coordination pour faire face aux menaces sécuritaires et militaires».

Le Rwanda interdit toute collaboration avec les institutions belges

L'Office rwandais de la gouvernance (RGB) a interdit aux organisations opérant sur son sol toute coopération avec le «gouvernement belge et ses entités affiliées», «conformément» à la rupture diplomatique entre les deux pays actée plus tôt ce mois-ci.

Le Rwanda accuse l'ex-puissance coloniale d'avoir «pris parti» pour la République démocratique du Congo «bien avant et pendant le conflit en cours» dans l'est de la RDC entre l'armée congolaise et le groupe armé M23 soutenu par des troupes rwandaises.

Après avoir annoncé en février la suspension des programmes d'aide au développement belges sur son sol, Kigali a rompu le 17 mars ses relations diplomatiques en réaction aux «tentatives pitoyables» de Bruxelles de «maintenir ses illusions néocoloniales».

En conséquence, depuis jeudi, le RGB «interdit à toutes les organisations non gouvernementales (ONG), organisations confessionnelles (OC) et fondations d'intérêt commun internationales et nationales enregistrées et opérant au Rwanda de coopérer avec le gouvernement belge et ses entités affiliées».



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

RAMADAN, AÏD ET MUES SOCIALES

Elles sont remarquables ces mœurs sociales qui transgressent les comportements jusqu'à imposer d'autres idées nouvelles sur l'existence. Des grands événements pourtant coutumiers interviennent dans le parcours des vies pour signifier que les jours et les années ne se ressemblent jamais.

Ce mois sacré du Ramadan, en éteignant ses lueurs ces dernières heures, est venu nous rappeler lui aussi que le pays à l'instar du monde entier a changé. Bizarre est la sensation de changement quand elle surprend par sa profondeur et son étalement.

En ce Ramadan, il n'y a eu que la constante de la frénésie des achats braquée avec une visibilité rigide sur ce que l'on a appelé par pudeur «promotions». Il fallait passer par là car l'obligation de la faiblesse des moyens et l'indiscipline du

marché et ses prix ont connu une confrontation forte. On observe bien la naissance d'une lutte incandescente entre les commerçants de tous bords pour que leurs tiroirs-caisses obtiennent quelques glorioles.

Chacun s'est engagé dans la débrouille pour que la table de la cuisine garde sa régence autant que faire se peut. Quant aux habits de l'Aïd pour les enfants, on se contentera pour les démunis de vêtements de marmailles faute de mieux. Heureusement que pour les mâles adultes, le costume-cravate n'est plus de mise depuis longtemps et que la symbolique festive est à l'humilité du kamis. Les femelles, elles, s'en remettent à la docilité des éta-

Réunion tripartite dimanche entre Tokyo, Pékin et Séoul



Des ministres chinois, sud-coréen et japonais doivent se réunir dimanche à Séoul pour discuter de la coopération économique entre leurs pays, a déclaré vendredi une source au sein du gouvernement sud-coréen. Cette réunion tripartite, dont la dernière de ce type remonte à 2020, survient quelques jours après l'annonce par le président américain Donald Trump de droits de douane sur les automobiles fabriqués hors des Etats-Unis.

Le ministre sud-coréen de l'Industrie Ahn Duk-geun, son homologue japonais Yoichi Muto et le ministre chinois du Commerce Wang Wentao doivent se rencontrer dimanche matin à Séoul, a indiqué cette source. Des réunions bilatérales sont également prévues. Le Japon et la Corée du Sud représentent respectivement 16% et 15% du total des importations automobiles des Etats-Unis, un secteur majeur pour leurs économies nationales.